

4413

COMITE PERMANENT INTERETATS
DE LUTTE CONTRE LA
SECHERESSE DANS LE SAHEL

ORGANISATION DE COOPERATION
ET DE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUES

CILSS

OCDE

CLUB DU SAHEL

SAHEL D(81)132

ANALYSE DU SECTEUR FORESTIER ET PROPOSITIONS



VOLUME III: ANNEXE JURIDIQUE

AVRIL 1981

ANNEXE N° 10
(Juridique)

ANNEXE

QUELQUES LOIS, ARRETES ET DECRETS (*)

(*) dont il est question dans l'annexe n° 6 (Vol. II).

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
1. Loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier	5
<ul style="list-style-type: none">- Généralités- Le domaine forestier: définitions, usages coutumiers, exploitation- Forêts des particuliers- Encouragement au reboisement par les collectivités et les particuliers- Répression des infractions- Dispositions générales	
2. Arrêté n° 22 du 4 juin 1974 fixant les quantités minimales à considérer à l'occasion de la délivrance des permis d'exploitation de bois de feu dans les grands centres urbains et à proximité des axes routiers.	17
3. Ordonnance n° 74-16 du 23 août 1974 modifiant et complétant la loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier	21
4. Décret n° 74-226/PCMS/MER/CAP du 23 août 1974 fixant les conditions d'application de la loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier	27
<ul style="list-style-type: none">- Des forêts classées- Usages coutumiers- Exploitation des produits forestiers- Circulation des produits forestiers- Forêts des particuliers- Encouragement au reboisement par les collectivités et les particuliers- Répression des infractions	
5. Arrêté n° 008/MER/CAB du 22 juin 1966 déterminant les attributions des Directions et Services du Ministère de l'Economie Rurale	43
6. Note de service du 6 juin 1980 déterminant l'organigramme de la Direction des Eaux et Forêts et les attributions des sections	57
7. Loi n° 59-19 du 10 décembre 1959 modifiant les taux des redevances dues à l'occasion de la délivrance des permis de coupe de bois	63
8. Cahier des charges des coupes de bois de feu et de service, bois à charbon et bois d'oeuvre dans le territoire du Niger	65

Pages

9. Ordonnance n° 75-36 du 19 septembre 1975 instituant les redevances à percevoir à l'occasion des prestations de services sylvicoles par le personnel des Eaux et Forêts 69
10. Décret n° 75-166/PCMS/MER/C du 19 septembre 1975 portant application de l'ordonnance n° 75-36 du 19 septembre 1975 instituant les redevances à percevoir à l'occasion de la prestation des services sylvicoles par le personnel des Eaux et Forêts 71
11. Arrêté n° 1/MER/C/EFC du 24 janvier 1976 portant sur la délivrance des permis d'exploitation du bois ou de charbon 73
12. Décret n° 59-203 M.F. fixant les tarifs de cession du bois de chauffage et du charbon de bois produits par les chantiers en régie du services des Eaux et Forêts 75
13. Loi n° 62-28 du 4 août 1962 fixant le régime de la chasse 77
14. Arrêté du 25 juin 1953 portant classement en forêt domaniale et en réserve de faune, dite "Réserve de faune du W du Niger" 91
15. Loi n° 59-17 du 8 décembre 1959 portant établissement ou modification des droits à percevoir en matière de chasse et de capture d'animaux sauvages 93
16. Arrêté n° 6907/SE.F du 16 août 1956 fixant les modalités d'application en A.O.F. de l'article 2 du décret n° 54-471 du 27 avril 1954 et relatif à la police des Réserves Naturelles Intégrales et Parcs Nationaux en A.O.F. 97
17. Décret n° 62.189/MER du 8 août 1962 portant constitution d'une réserve partielle dans la zone adjacente à la limite nord-est du Parc National du W. 101

REPUBLIQUE DU NIGER
ASSEMBLEE NATIONALE

LOI n° 74-7

du 4 mars 1974

fixant le régime forestier

L'Assemblée Nationale a adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Titre premier - Généralités

ARTICLE PREMIER - Les forêts vacantes et sans maître, ainsi que les périmètres de restauration définis à l'article 6, appartiennent à l'Etat.

ARTICLE 2 - Sont qualifiés forêts, les terrains dont les fruits exclusifs ou principaux sont les bois d'ébénisterie, les bois de service ou d'industrie, les bois de chauffage et à charbon, ou des produits accessoires tels que : les écorces et fruits à tanin, les écorces textiles et tinctoriales, le kapok, la glu, les gommés, les palmiers spontanés et tous autres végétaux ne constituant pas un produit agricole.

Titre deux - Le domaine forestier

Chapitre premier

Domaine classé - Domaine protégé -
Périmètres de restauration

Section première - Généralités

ARTICLE 3 - Les forêts domaniales sont réparties en deux catégories :

- 1°/ les forêts classées, qui constituent le domaine forestier classé,
- 2°/ les forêts protégées, qui constituent le domaine forestier.

ARTICLE 4 - Sont considérées comme forêts classées :

1°/ les forêts classées avant la date de promulgation de la présente loi, c'est-à-dire qui ont déjà été soumises à un régime spécial restrictif, concernant leur exploitation et l'exercice des droits coutumiers d'usage.

2°/ les forêts qui seront classées par décret pris en conseil des ministres conformément aux dispositions du présent titre.

ARTICLE 5 - Sont considérées comme forêts protégées toutes les autres forêts du domaine qui n'ont pas fait l'objet d'un classement.

ARTICLE 6 - Sont considérées obligatoirement comme périmètres de restauration les parties de terrain nu ou insuffisamment boisé comprenant :

- 1°/ les versants montagneux dont la mise en réserve serait reconnue indispensable,
- 2°/ les berges sableuses ou instables des rivières et des fleuves,
- 3°/ les terrains où pourraient se produire des ravine-ments et éboulements dangereux.

Facultativement, pourront être inclus dans les périmètres de restauration, les parties de terrain insuffisamment boisé dont la mise en régénération s'impose.

ARTICLE 7 - Après constatation de reboisement, des terrains et massifs peuvent être incorporés dans le domaine forestier classé par décret pris en conseil des ministres, conformément aux dispositions de l'article 4, 2°/.

Section deux - Aliénation

ARTICLE 8 - Les forêts domaniales classées ne peuvent être partiellement ou totalement aliénées qu'après déclassement prononcé par décret pris en conseil des ministres.

Chapitre deux

Usages coutumiers

Section première - Principes

ARTICLE 9 - Les collectivités coutumières continuent à exercer leurs droits d'usages coutumiers dans le domaine forestier protégé, y compris les chantiers forestiers, sans que les exploitants de ces chantiers puissent prétendre, à ce titre, à aucune compensation.

L'exercice de ces droits d'usage est strictement limité à la satisfaction des besoins personnels et collectifs des usagers.

ARTICLE 10 - Les périmètres de restauration sont affranchis de tous droits coutumiers d'usage.

ARTICLE 11 - Les forêts classées sont soustraites à l'exercice des droits coutumiers d'usage autres que ceux du ramassage du bois mort, la récolte des produits d'exsudation, des fruits, des plantes médicinales et alimentaires, et ceux reconnus par les actes réglementaires de classement.

ARTICLE 12 - Les limites des forêts classées sont toujours fixées de manière qu'en dehors d'elles subsistent des surfaces boisées largement suffisantes pour le libre exercice des droits coutumiers d'usage des riverains.

Quand, par insuffisance du taux de boisement ou dans le cas où l'intérêt public est en cause, il n'est pas possible de laisser libres de vastes espaces boisés, il sera procédé, préalablement à l'acte de classement, à un règlement d'aménagement de ces usages.

ARTICLE 13 - L'exercice des droits coutumiers d'usage est toujours subordonné à l'état et à la possibilité des forêts.

Notamment, lorsque leur parcours présente un danger pour les peuplements, l'introduction des chèvres et des chameaux dans certaines forêts classées peut être formellement interdite.

Cet exercice peut être interdit sans compensation dans tous les cas où l'intérêt public est en cause.

Les droits de parcours ne peuvent s'exercer :

- 1°/ dans les forêts aménagées,
- 2°/ dans les périmètres de restauration,
- 3°/ dans les terrains repeuplés artificiellement ou reboisés,
- 4°/ dans les parcelles portant des boisements de moins de 5 ans,
- 5°/ pendant 5 ans après l'incendie, dans les parties de forêts classées incendiées.

Section deux - Usages à caractères commerciaux

ARTICLE 14 - L'exploitation commerciale par les collectivités coutumières des produits, autres que le bois, des : karités, gommiers, kapokiers, palmiers et autres essences dont les récoltes leur appartiennent traditionnellement, continue d'être libre dans les forêts classées et protégées, sous réserve que les récoltes soient faites de manière à ne pas nuire aux végétaux producteurs.

Section trois - Cultures sur sol forestier

ARTICLE 15 - Les cultures sur sol forestier sont formellement interdites dans les forêts classées, et à l'intérieur des périmètres de restauration.

Les cultures sur sol forestier après défrichement et incinération peuvent être interdites dans les forêts protégées.

Tout défrichement de bois et broussailles est interdit dans des bandes de 10 mètres de largeur, longeant les rives des cours d'eau, sauf autorisation spéciale.

Section quatre - Espèces protégées

ARTICLE 16 - L'abattage, l'arrachage et la mutilation des essences dont les noms suivent, sont interdits sauf autorisation hors les limites des agglomérations, jardins potagers et vergers.

Un décret pris en conseil des ministres pourra désigner d'autres espèces de valeur, qu'il sera jugé utile de protéger.

Section cinq - Ebranchage

ARTICLE 17 - L'ébranchage est interdit dans les forêts classées. Dans le domaine protégé, seul l'émondage des petites branches est autorisé, sous réserve d'une exécution correcte de l'opération.

Section six - Feux de brousse - Incendies de forêts

ARTICLE 18 - Il est interdit d'abandonner un feu non éteint susceptible de se communiquer aux herbages.

Les feux de brousse sont interdits à l'exception de ceux ayant pour but le renouvellement des pâturages et le débroussaillage des terrains de cultures, et sous les réserves portées à l'article 20.

ARTICLE 19 - Il est défendu de porter ou d'allumer du feu en dehors des habitations et des campements, à l'intérieur et à la distance de 500 mètres des forêts classées. Cependant, des charbonnières et fours à charbon pourront être établis en forêts classées et dans la zone de 500 mètres, suivant des conditions qui seront fixées par décret pris en conseil des ministres.

ARTICLE 20 - Quiconque n'aura pas obtempéré à une réquisition légalement faite en vue de combattre un feu de brousse, sera puni des peines portées à l'article 47 de la présente loi.

	Noms Vulgaires	Noms botaniques	Noms vernaculaires Haoussa	Noms vernaculaires Djerma
1	LE GOMMIER	ACACIA SENEGAL	AKOUARA	DANGNA
2	LE KARITE	BUTYROSPERMUM PARKII	KADHEGNA	BOULANGA
3	LE RONIER	BORASSUS FLABELLIFER	GUIGUINIA	SABOUIZE
4	LE CAILCEDRAT	KHAYA SENEGALENSIS	MADOTCHI	FARREY
5	LE KAPOKIER	BOMBAX BUENOPOZENS	RIMI- KOURIA	BANTANFORGO
6	LE VENE	PTEROCARPUS ERINACEUS	MADOBIA	TOLO
7	LE CAD	ACACIA ALBIDA	GAO	GAO
8	LE TAMARINIER	TAMARINDUS INDICA	TSAMIA	BOSSEY
9	LE NERE	PARKIA BIGLOBOSA	DOROWA	DOSSO
10	LE PALMIER DOUM	HYPHAENE THEBAICA	GOROUBA	KANGAUGNA
11	LE GONAKIER	ACACIA SCORPIOIDES	BAGAROUA	BANI
12	LE BAOBAB	ANDANSONIA DIGITATA	KOUKA	KOGNA
13		POUPARTIA BIRRIA	DANIA	DINE
14	LE BALANITE	BALANITES AEGYPTIACA	ADOUA	GARBAY
15		PARINARI MACROPHYLLA	GAOUASSA	GAMSA

Chapitre trois

Exploitation

ARTICLE 21 - L'exploitation des forêts classées ou protégées par des services publics ou des particuliers peut être faite :

- soit en régie,
- soit par vente de coupes,
- soit par permis temporaire d'exploitation,
- soit par permis de coupe d'un nombre limité d'arbres, de pièces, fagots ou stères.

Titre trois - Forêts des particuliers

ARTICLE 22 - Les particuliers, propriétaires de terrains boisés ou de forêts, y exerceront tous les droits résultant de leur titre de propriété si leurs pratiques ne présentent aucune menace pour l'équilibre de l'environnement ni un danger quelconque pour le public.

Toutefois, ils doivent se conformer aux réserves contenues dans la présente loi..

ARTICLE 23 - L'autorité administrative pourra s'opposer à tout défrichement qui est susceptible de compromettre :

- 1°/ le maintien des terres sur les versants montagneux,
- 2°/ la défense du sol contre les érosions et les envahissements des cours d'eau,
- 3°/ la protection des sources et de leurs bassins de réception,
- 4°/ la protection des dunes, berges et la constitution d'écrans contre la violence des vents.
- 5°/ les conditions d'existence et de bien-être de l'homme et de ses biens,
- 6°/ l'équilibre naturel du milieu considéré,
- 7°/ la défense militaire,
- 8°/ la salubrité publique.

Titre quatre - Encouragement au reboisement par les collectivités et les particuliers

ARTICLE 24 - Dans l'intérêt public, l'administration peut accorder, en dotation révocable, aux particuliers, collectivités et établissements publics, à charge de les reboiser, des étendues de terrains domaniaux, nus ou couverts de boisements très dégradés.

Les bénéficiaires exploitent librement ces terrains sous réserve des restrictions visant la protection des terrains en pente, et de celles inscrites dans l'acte de dotation.

ARTICLE 25 - Des subventions pourront être accordées en raison des travaux entrepris par les collectivités ou particuliers pour le reboisement.

Elles consisteront en dons soit en nature soit en espèces.

Titre cinq - Répression des infractions

Chapitre premier

Procédure

Section première - Recherche et constatation des infractions

ARTICLE 26 - Les infractions au régime forestier sont recherchées et poursuivies en conformité avec les dispositions du Code Pénal et du Code de procédure pénale, et selon les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 27 - Les délits et contraventions en matière forestière sont prouvés soit par des procès-verbaux ou rapports, soit par des témoins.

ARTICLE 28 - Outre les officiers de police judiciaire, les agents forestiers assermentés recherchent et constatent par procès-verbal les infractions aux lois et règlements forestiers.

Les procès-verbaux ainsi dressés font foi jusqu'à preuve du contraire. Ils ne font foi qu'à titre de simples renseignements quand ils sont dressés sur le rapport d'un indicateur.

ARTICLE 29 - Les agents forestiers assermentés conduisent devant l'officier de police judiciaire le plus proche tout délinquant dont ils ne peuvent s'assurer de l'identité.

Ils ont le droit de requérir la force publique pour la répression des infractions au régime forestier.

ARTICLE 30 - Les agents forestiers non assermentés conduisent tout individu surpris en flagrant délit devant l'officier de police judiciaire ou l'agent forestier assermenté le plus proche, qui dresse procès-verbal.

ARTICLE 31 - Les agents forestiers sont sous la sauvegarde spéciale de la loi. Il est défendu à toute personne :

1°/ de les injurier, les maltraiter, les menacer dans l'exercice de leurs fonctions,

2°/ de s'opposer à cet exercice.

ARTICLE 32 - Les agents forestiers ont droit au port d'armes dans l'exercice de leurs fonctions.

Ils ont le droit de faire usage de leurs armes en cas de légitime défense.

En vue de la recherche de la fraude en matière forestière, les agents forestiers en uniforme sont habilités à procéder à la visite des véhicules et autres moyens de transport.

Tout conducteur d'un véhicule ou d'un autre moyen de transport ou d'un animal de bât est tenu de se soumettre aux injonctions d'arrêt des agents forestiers en uniforme.

ARTICLE 33 - Les délits prévus par la présente loi sont poursuivis d'office par le ministère public, sans préjudice du droit conféré aux parties lésées par le code de procédure pénale.

Les agents forestiers dûment mandatés ont le droit d'exposer l'affaire devant la juridiction répressive et sont entendus à l'appui de leurs conclusions. Ils siègent à la droite du procureur et assistent à l'audience en uniforme et découverts.

ARTICLE 34 - Le Ministre chargé des Eaux et Forêts, ou son délégué, est autorisé à transiger sur les infractions au régime forestier, avant et après jugement définitif. Dans ce dernier cas, la transaction ne peut porter que sur les amendes, confiscations, frais et dommages-intérêts.

Il est également habilité à réclamer des réparations civiles pour tout dommage causé en infraction à la présente loi et aux règlements pris pour son application.

Section deux - Confiscations et saisies

ARTICLE 35 - Tous bois ou produits abattus ou récoltés irrégulièrement seront saisis et leur confiscation prononcée.

La confiscation des outils, véhicules ou autres moyens de transport, et des animaux ayant directement servi à commettre le délit, peut également être prononcée.

ARTICLE 36 - Lorsque les objets, produits, moyens de transports et animaux susceptibles de confiscation n'ont pu être saisis, le tribunal prononce, pour tenir lieu de confiscation, la condamnation au paiement d'une somme égale à la valeur représentée par lesdits objets, produits moyens de transport et animaux, sans préjudice du dommage occasionné.

Dans tous les cas où il y a matière à confiscation, les procès-verbaux comporteront la saisie des produits, objets, moyens de transport ou animaux à confisquer.

ARTICLE 37 - Les présidents des tribunaux pourront donner main-levée provisoire des outils, moyens de transport et animaux saisis, sous réserve du paiement des frais de séquestre et moyennant une bonne et valable caution.

Chapitre deux

Infractions et pénalités

ARTICLE 38 - Les pénalités prévues ci-dessous sont prononcées sans préjudice des peines plus fortes prévues par le Code Pénal.

Section première - Coupes et exploitations non autorisées - Mutilation d'arbres

ARTICLE 39 - Les concessionnaires ou exploitants divers ne pourront commencer leurs exploitations qu'après avoir reçu le permis d'exploitation de l'autorité compétente, ou continuer l'exploitation après expiration des délais fixés, sous peine d'être poursuivis comme délinquants.

ARTICLE 40 - Quiconque mutilera, coupera, enlèvera des arbres ou exploitera des produits forestiers accessoires sans y avoir été autorisé ou sans jouir d'un droit d'usage sera puni d'un emprisonnement de un mois à 1 an et d'une amende de 1.000 à 100.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de la confiscation et des dommages-intérêts.

S'il y a eu exploitation à caractère commercial, le délit sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende de 3.000 à 300.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si l'infraction est commise dans une forêt temporaire-ment concédée, la moitié des bois ou produits ainsi que les restitutions et dommages, reviendront aux exploitants autorisés.

Si l'infraction est commise dans une coupe régulière, le tout reviendra à l'acheteur de cette coupe.

Si l'infraction est commise dans une forêt classée, le maximum de l'emprisonnement sera de deux ans au cas prévu à l'alinéa 1er, de trois ans au cas prévu à l'alinéa 2.

ARTICLE 41 - Quiconque coupera, arrachera, mutilera ou endommagera d'une façon quelconque des arbres ou plants naturels d'espèces protégées, visées à l'article 16, ou des espèces de valeur qui seront désignées par décret, sera puni d'un emprisonnement de un mois à cinq ans et d'une amende de 5.000 à 500.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice de la confiscation et des dommages-intérêts.

ARTICLE 42 - Nul ne peut exciper de son ignorance en matière botanique pour exploiter irrégulièrement une essence forestière.

Section deux - Exploitation

ARTICLE 43 - Tout acheteur de coupe ou titulaire d'un permis de coupe ou d'exploitation, ou son représentant, convaincu d'avoir abattu ou récolté dans sa coupe, ou sur le terrain défini par son permis, d'autres produits que ceux faisant l'objet du cahier des charges ou du permis, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 30.000 à 500.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des confiscations et des dommages-intérêts.

Il sera puni des mêmes peines s'il se livre à des manoeuvres frauduleuses quelconques tendant à ne pas payer les taxes ou redevances dues.

ARTICLE 44 - Tout acheteur de coupe ou titulaire d'un permis de coupe ou d'exploitation, ou son représentant, convaincu d'avoir abattu ou récolté dans les parties des forêts situées en dehors du périmètre de coupe ou du terrain sur lequel porte son permis, sera condamné aux peines prévues à l'article 43.

ARTICLE 45 - Tout acheteur de coupe ou titulaire d'un permis de coupe ou d'exploitation, ou son représentant, qui se sera livré à des manoeuvres frauduleuses quelconques, tendant à faire passer comme provenant de sa coupe, des bois ou autres produits forestiers coupés ou récoltés hors de sa coupe par un tiers, ou qui aura favorisé lesdites manoeuvres, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 50.000 à 500.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des confiscations et des dommages-intérêts.

ARTICLE 46 - Tout acheteur de coupe ou titulaire d'un permis d'exploitation est pénalement responsable de tout délit commis par ses employés et ouvriers dans sa coupe ou dans le terrain sur lequel porte son permis. Pour les délits commis par des tiers, sa responsabilité est limitée aux frais et réparations civiles.

Il pourra s'affranchir de cette responsabilité en signalant les délits, et en faisant connaître leurs auteurs à l'agent des Eaux et Forêts le plus proche, ou au chef du poste forestier intéressé, au plus tard dix jours après la constatation du délit. Néanmoins, il demeure toujours responsable du paiement des amendes, confiscations et dommages-intérêts auxquels ses préposés pourraient être condamnés.

Aucune peine d'emprisonnement ne pourra être prononcée à l'égard du cessionnaire s'il n'est pas établi que le délit a été commis sur son ordre, ou avec son consentement exprès.

Section trois - Feux de brousse - incendies de forêts

ARTICLE 47 - Toute infraction aux articles 15, 18 et 19 et aux prescriptions des règlements pris pour leur exécution sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 10.000 à 500.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des dommages-intérêts.

ARTICLE 48 - Quiconque aura par maladresse, imprudence, négligence, inattention ou inobservation des règlements, involontairement causé un incendie dans une forêt classée ou protégée sera puni des peines prévues à l'article 47.

Section quatre - Infractions diverses

ARTICLE 49 - Ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 17 seront punis d'un emprisonnement de 10 jours à trois mois, et d'une amende de 1.000 à 100.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des confiscations et dommages-intérêts.

ARTICLE 50 - Quiconque aura détruit, déplacé ou fait disparaître tout ou partie des bornes, marques ou clôtures servant à limiter des forêts classées ou autres forêts domaniales, sera puni d'un emprisonnement de six mois à 3 ans et d'une amende de 20.000 à 200.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, le tout sans préjudice des dommages-intérêts et de la remise en état des lieux.

ARTICLE 51 - Le propriétaire d'une forêt ou d'un terrain boisé qui aura défriché les terrains interdits par l'article 23 de la présente loi sera puni d'un emprisonnement de dix jours à six mois et d'une amende de 10.000 à 100.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des dommages-intérêts et de la remise en état des lieux.

ARTICLE 52 - Quiconque aura volontairement mis obstacle à l'accomplissement des devoirs des agents du service forestier sera puni d'un emprisonnement de 10 jours à six mois et d'une amende de 5.000 à 500.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice des cas constituant rébellion.

Titre six - Dispositions générales

ARTICLE 53 - Aucun droit d'exploitation ou de récolte des produits principaux de la forêt dans un but commercial ne peut être concédé à titre gratuit.

ARTICLE 54 - Le dixième du produit des amendes, transactions et dommages-intérêts sera attribué aux agents des Eaux et Forêts et, le cas échéant, aux officiers de police judiciaire qui auront verbalisé en matière forestière.

Sur ce dixième, une partie pourra être attribuée aux particuliers qui auront coopéré à la police forestière.

ARTICLE 55 - Le Trésor public est chargé de poursuivre et d'opérer le recouvrement des amendes, confiscations, frais et dommages-intérêts résultant des jugements et arrêts rendus pour les infractions prévues par la présente loi.

ARTICLE 56 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures et contraires à la présente loi.

ARTICLE 57 - Un ou plusieurs décrets pris en Conseil des Ministres détermineront les conditions d'application de la présente loi.

ARTICLE 58 - La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Pour Ampliation
le Secrétaire Général
du Gouvernement

Fait à Niamey, le 4 mars 1974

Signé : DIORI HAMANI

- Soulevmane LY -

REPUBLIQUE DU NIGER

ARRETE n° 22

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE,
DU CLIMAT ET DE L'AIDE
AUX POPULATIONS

du 4 juin 1974

fixant les quantités minimales
à considérer à l'occasion de
la délivrance des permis d'ex-
ploitation de bois de feu dans
les grands centres urbains et
à proximité des axes routiers.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE RURALE,
DU CLIMAT ET DE L'AIDE AUX POPULATIONS

- VU la Proclamation du 15 Avril 1974 ;
VU l'Ordonnance n° 74-1 du 22 Avril 1974 ;
VU l'Ordonnance n° 74-2 du 22 Avril 1974 ;
VU la loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier ;
VU la loi n° 59-19 du 10 Décembre 1959 portant sur les taux
des redevances forestières.

- A R R E T E -

Section première - Exploitation commerciale

ARTICLE PREMIER - Il faut entendre par grand centre urbain, la
ville dont la population totale se chiffre à 50.000 habitants
au moins.

ARTICLE 2 - Le permis d'exploitation commerciale de bois de
chauffage valable pour le centre ci-dessus défini, portera sur
une période minimale de un (1) mois.

A cet effet et en application de la loi 59-19 du
10 Décembre 1959 sus-visée, les quantités minimales à considérer
à l'occasion de la délivrance des permis d'exploitation sont
les suivantes :

Moyen de transport	Catégorie	Minimum mensuel	Redevance à percevoir par mois (35f/stère cf loi 59-19)
Animaux (sans charrettes)	âne	10 stères	350 francs
	chameau	30 "	1.050 "
Véhicules automobiles	1ère Catégorie	60 "	2.100 "
	2ème "	120 "	4.200 "
	3ème "	150 "	5.250 "
	4ème "	300 "	10.500 "
	5ème "	450 "	15.750 "

Une annexe au présent arrêté déterminera les catégories sus-visées ainsi que les critères d'évaluation.

ARTICLE 3 - Tout exploitant commercial utilisant un véhicule automobile comme moyen de transport est tenu de s'acquitter de la redevance annuelle de 4.000 francs par véhicule pour la délivrance du permis de grande coupe prévu par la loi 59-19 du 10 Décembre 1959 sus-visée.

ARTICLE 4 - Les permis donnant droit à l'exploitation des produits destinés à être stockés et vendus à proximité des axes routiers porteront sur une latitude forfaitaire mensuelle de :

- 50 stères pour les routes dites nationales (telles qu'elles ont été définies par le décret n° 68-107/MFP/U du 31 juillet 1968),
- et 30 stères pour les autres axes routiers.

Section deux - Exploitation pour usages domestiques

ARTICLE 5 - L'exploitation de bois de feu destiné à la consommation interne d'une famille ne fait pas l'objet de paiement de redevance. Une autorisation est délivrée gracieusement sur simple demande de l'intéressé.

Cependant, il ne peut être accordé à un même chef de famille une autorisation portant sur plus de 2,5 stères par mois.

ARTICLE 6 - Le présent arrêté qui prendra effet à compter de la date de sa signature sera publié au Journal Officiel.

Le Ministre de l'Economie Rurale,
du Climat et de l'Aide aux
Populations

CAPITAINE ALI SAIBOU

A N N E X E

1. A la dernière estimation démographique (1972) seule la ville de Niamey compte 50.000 habitants au moins (d'après le bureau de la statistique).

2. Détermination de la quantité minimale mensuelle à considérer à l'occasion de la délivrance des permis de bois de feu dans les grands centres urbains par catégorie de moyen de transport.

Catégorie	Moyen	Capacité par voyage	Possibilité par jour	Total mensuel	Redevances mens. (Loi 59-19 35F/stère).
1	2/3 CV Fourgonnette et capacité équivalente	1 stère	2 stères	60 stères	2.100 Frs
2	203-204-403-404 LR et cap. équiv.	2 stères	4 stères	120 stères	4.200 Frs
3	Renault 1000 Kg et capacité équivalente	5 stères	5 stères	150 stères	5.250 Frs
4	T.46 T.56 et cap. équival.	10 stères	10 stères	300 stères	10.500 Frs
5	Berliet et cap. équival.	15 stères	15 stères	450 stères	15.750 Frs
Ani-male	âne	0,25 st.		10 stères	350 Frs
	chameau	1 "	1 stère	30 stères	1.050 Frs

3. Définition générale des routes nationales

Aux termes du décret visé à l'article 4 du présent arrêté, les routes Nationales (au nombre de 30) sont les axes joignant un chef lieu de département à un autre ou à un chef lieu d'arrondissement, avec deux exceptions :

- moins Agadez - Arlit (arrondissement après 1968)
- plus les pistes cynégétiques du parc nationale du W.

REPUBLIQUE DU NIGER
CONSEIL MILITAIRE SUPREME

ORDONNANCE n° 74-16

du 23 août 1974

Modifiant et complétant la loi
n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant
le régime forestier.

LE PRESIDENT DU CONSEIL MILITAIRE SUPREME,
CHEF DE L'ETAT.

VU la Proclamation du 15 avril 1974 ;

VU l'Ordonnance n° 74-1/PCMS du 22 avril 1974 ;

LE Conseil des Ministres entendu :

O R D O N N E

ARTICLE PREMIER - L'article 27 de la loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 27 nouveau : Outre les officiers de police judiciaire, les agents forestiers assermentés recherchent et constatent par procès-verbal les infractions aux lois et règlements forestiers.

Les procès-verbaux rédigés par deux agents des Eaux et Forêts ou par deux agents de toute autre administration ayant la qualité pour verbaliser en d'autres matières, font foi jusqu'à inscription de faux des constatations matérielles qu'ils relatent.

Ils ne font foi que jusqu'à preuve du contraire de l'exactitude et de la sincérité des aveux et déclarations qu'ils rapportent.

Les procès-verbaux rédigés par un seul agent font foi jusqu'à preuve contraire.

ARTICLE 2 - L'article 28 de la loi 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

ARTICLE 28 nouveau : Le prévenu qui veut s'inscrire en faux contre un procès-verbal est tenu de le faire au moins huit jours avant l'audience indiquée par la citation. Il doit faire en même temps le dépôt des moyens de faux et indiquer les témoins qu'il veut faire entendre.

Le prévenu contre lequel a été rendu un jugement par défaut est admis à faire sa déclaration d'inscription en faux pendant le délai qui lui est accordé pour se présenter à l'audience sur l'opposition par lui formée.

ARTICLE 3 - L'article 33 de la loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier est complété par les dispositions suivantes :

Les agents forestiers pourront faire pour toutes les affaires relatives à la police forestière tous exploits et autres actes de justice que les huissiers ont coutume de faire ; ils pourront toutefois se servir du ministère des huissiers.

L'autorité appelée à lancer l'assignation ou l'invitation à comparaître devant les juridictions compétentes informe le Chef ou les agents dûment mandatés du service forestier au moins 15 jours à l'avance des audiences où seront jugées les affaires intéressant le service des Eaux et Forêts.

ARTICLE 4 - L'article 37 de la loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier est complété par les dispositions suivantes :

Les tribunaux pourront prononcer la confiscation des bois et produits forestiers même régulièrement achetés ou provenant d'exploitations autorisées mais qui auront été exploités, transportés ou consommés en dehors des conditions fixées par la loi fixant le régime forestier, ainsi que tous textes pris pour leurs exécutions.

En application de l'article 36 de la loi sus-visée, toute exploitation, toute circulation, tout stockage de produits forestiers en contravention avec la réglementation feront l'objet d'un procès-verbal qui comportera obligatoirement la saisie des produits.

Les produits saisis ou confisqués, tant qu'ils ne seront pas transportés à la fourrière ou à un emplacement aménagé par le service forestier, sont placés sous la garde et la responsabilité du Chef de village ou du Chef de quartier le plus proche qui recevra à ce titre une rémunération égale à 10 pour cent (10 %) de la valeur du produit saisi ou confisqué.

Après confiscation, ces produits sont vendus aux enchères ou de gré à gré.

A la vente aux enchères, les délinquants contre lesquels la confiscation des produits a été prononcée ne peuvent se porter acquéreurs des mêmes produits.

ARTICLE 5 - Une section III "Généralités" comprenant les dispositions suivantes est ajoutée au chapitre 1er (procédure) du titre V (répression des infractions) de la loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier :

Section III

Généralités :

ARTICLE 38 : Si dans une instance en réparation de délit ou contravention, le prévenu excipe d'un droit de propriété ou autre droit réel, le tribunal statue sur l'incident en se conformant aux règles suivantes :

- L'exception préjudicielle n'est admise que si elle est fondée soit sur un titre apparent, soit sur des faits de possession équivalents et si ces moyens de droit sont de nature à enlever son caractère délictueux ou contraventionnel au fait ayant provoqué la poursuite.

- Dans le cas de renvoi à fins civiles, le jugement fixe un bref délai n'excédant pas 3 mois, dans lequel la partie doit saisir les juges compétents et justifier de ses diligences ; sinon il est passé outre.

Toutefois, en cas de condamnation, il est sursis à l'exécution de la peine d'emprisonnement si elle est prononcée et le montant des dépôts de dommages-intérêts est versé à la caisse des dépôts et consignations pour être remis à qui il sera ordonné par le tribunal compétent.

ARTICLE 39 : Les jugements en matière forestière seront notifiés au chef du service forestier. Celui-ci peut, concurremment avec le Ministère Public, interjeter appel des jugements rendus en premier ressort et également se pourvoir en cassation contre les jugements et arrêts rendus en dernier ressort.

ARTICLE 40 : Les actions en réparation des délits et contraventions se prescrivent par un an à partir du jour où ils ont été constatés lorsque les prévenus sont désignés dans le procès-verbal. Dans le cas contraire, le délai de prescription est de dix-huit mois.

Dans le cas d'infractions à la réglementation des défrichements, les actions se prescrivent par 5 ans à dater du jour où le défrichement a été consommé.

ARTICLE 41 : Les collectivités sont pécuniairement responsables des infractions à la réglementation de l'ébranchage prévues à l'article 17 de la loi sus-visée qui seraient commises sur leurs terrains de parcours à moins qu'ils ne puissent établir la preuve que le délit a été commis par quelqu'un d'étranger à leur collectivité.

ARTICLE 42 : Toute personne cultivant des terrains boisés ou avoisinant des espaces boisés, est pécuniairement responsable des infractions commises par des bergers et leurs animaux ayant séjourné sur ses terrains dans le but de contribuer à leur amendement si toutefois il est établi que le séjour des troupeaux a eu lieu sur la demande et avec l'accord du cultivateur.

ARTICLE 43 : Les groupements nomades sont pécuniairement responsables des infractions à la réglementation de l'ébranchage prévues à l'article 17 de la loi sus-visée qui seraient commises sur leurs terrains de parcours à moins qu'ils ne puissent établir la preuve que le délit a été commis par quelqu'un d'étranger à leur collectivité.

ARTICLE 44 : Les complices sont punis comme les auteurs principaux et condamnés solidairement aux amendes, des frais et dommages-intérêts.

ARTICLE 45 : En cas de récidive, le maximum des peines sera toujours appliqué.

ARTICLE 46 : Il y a récidive lorsque dans les douze mois qui précèdent le jour où le délit ou la contravention ont été commis, il a été prononcé contre le délinquant ou contrevenant une condamnation définitive en matière forestière.

ARTICLE 47 : La contrainte par corps sera de droit prononcée pour le recouvrement des sommes dues par suite d'amendes, frais, restitutions et dommages-intérêts.

ARTICLE 48 : Le remboursement des contraintes exercées par le Trésor Public par application des dispositions de la loi fixant le régime forestier sera assorti du privilège sur les biens meubles des débiteurs.

ARTICLE 6 - Les articles 38 à 58 de la loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier reçoivent la nouvelle numérotation suivante : articles 49 à 69.

ARTICLE 7 - L'article 54 nouveau (article 43 ancien) de la loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier est complété par les dispositions suivantes :

Sera puni des mêmes peines, sous réserve des droits d'usage, toute personne ayant extrait ou enlevé des matériaux et feuilles mortes en forêt classée sans autorisation préalable du Ministre chargé des Eaux et Forêts ou de son représentant.

ARTICLE 8 - Le décret du 4 Juillet 1935 fixant le régime forestier en A.O.F. est abrogé dans ses dispositions législatives.

ARTICLE 9 - La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au Journal Officiel de la République du Niger.

Fait à Niamey, le 23 août 1974

Pour Ampliation
le Secrétaire Général
du Gouvernement

Signé : Lt-Colonel SEYNI-KOUNTCHE

- Souleymane LY -

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE,
DU CLIMAT ET DE L'AIDE
AUX POPULATIONS

DECRET n° 74-226 PCMS/MER/CAP
du 23 août 1974

fixant les conditions d'appli-
cation de la loi n° 74-7 du
4-3-1974 fixant le régime
forestier.

LE PRESIDENT DU CONSEIL MILITAIRE SUPREME,
CHEF DE L'ETAT

VU la Proclamation du 15 avril 1974 ;

VU l'Ordonnance n° 1/PCMS du 22 avril 1974 ;

VU la Loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier :
modifiée par l'ordonnance n° 74-16 du 23 août 1974 ;

VU la Loi n° 59-19 du 8 Décembre 1959 modifiant les taux de
redevance dus à l'occasion de la délivrance de permis de
coupe de bois ;

Sur rapport du Ministre de l'Economie Rurale, du Climat et de
l'Aide aux Populations.

Le Conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E

Titre premier - Des forêts classées

Section unique - Procédure de classement

ARTICLE PREMIER - Après consultation du Sous-préfet ou Maire
intéressés, le Chef du service forestier d'arrondissement
procède, avec les représentants des collectivités concernées,
à une reconnaissance générale du périmètre à classer et des
droits pouvant s'exercer sur la forêt. A l'issue de cette
reconnaissance, un avant-projet de classement est établi et
transmis à la direction centrale des Eaux et Forêts pour examen.

ARTICLE 2 - Le projet de classement de la forêt avec indication
des limites prévues, est retourné à l'autorité administrative
qui, dès réception, fait apposer au tableau d'affichage de ses
bureaux, cette indication des limites et avise les Chefs des
collectivités villageoises intéressés.

L'affichage sera effectué aux Chefs-lieux des sous-
préfectures et communes sur lesquels s'étend la forêt à classer.

L'affichage doit durer trente (30) jours à compter de l'apposition aux tableaux d'affichage.

Parrallèlement à l'affichage, il sera procédé également à la diffusion en langues vernaculaires par des communiqués à la radio par crieur public ou par tout autre moyen de publicité.

ARTICLE 3 - Les personnes qui auront des droits autres que les droits d'usages ordinaires, à faire valoir sur les parties de la forêt à classer pourront former opposition pendant les trente jours prévus pour la durée de l'affichage.

Il est rappelé qu'aux termes de l'article 11 de la loi 74-7 sus-visée, les droits d'usages sus-mentionnés consistent au ramassage de bois mort, la récolte des produits d'exsudation, des fruits, des plantes médicinales et alimentaires et ceux reconnus par les actes réglementaires de classement.

ARTICLE 4 - Au terme des trente (30) jours de la durée de l'affichage, le Ministre chargé des forêts ordonne la réunion d'une commission dite de classement, composée :

- du Sous-Préfet ou Maire
- du Chef de service forestier d'arrondissement
- du Chef du canton assisté des chefs des villages concernés.

Cette commission se transporte au chef-lieu de la Sous-préfecture ou commune intéressée pour examiner le bien-fondé des réclamations qui pourraient être formulées par les habitants.

Les réclamations seront inscrites sur un registre tenu aux bureaux du chef-lieu de la sous-préfecture ou de la commune. Les contestations pourront être réglées à l'amiable par la commission de classement, sans quoi les opposants pourront porter leurs revendications devant les tribunaux compétents en intervenant dans la procédure de l'immatriculation que l'administration engagera dans ce cas au plus tôt pour les terrains contestés.

Le délai ci-dessus de 30 jours n'exclut pas les délais accordés pour les textes de l'immatriculation.

ARTICLE 5 - Pendant sa séance, la commission constate l'existence ou non des droits coutumiers d'usage grevant cette forêt ainsi que les possibilités de l'exercice de ces droits, conformément aux textes qui définissent le régime forestier.

A la fin des travaux un procès-verbal général de la commission est rédigé au plus tard quatre vingt dix (90) jours à compter de la date d'expiration du délai d'affichage.

ARTICLE 6 - Après avis du Directeur du service des Eaux et Forêts et de celui des Domaines, le projet de classement et le procès-verbal sont envoyés au Ministre chargé des Forêts qui, après décision, prépare un décret de classement à la signature du Chef de l'Etat.

ARTICLE 7 - Le décret de classement est inséré au Journal Officiel. Il est porté par les soins de l'administration locale compétente à la connaissance des populations intéressées.

Titre deux - Usages coutumiers

Section première - Principes

ARTICLE 8 - En application de l'article 9 de la loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime forestier, l'exercice des droits d'usages en forêt protégée se limite strictement à la satisfaction des besoins personnels et collectifs des usagers à l'exclusion de tout but commercial.

Lorsque la récolte vise un arbre sur pied, vivant ou mort, une demande de l'intéressé ou du représentant des intéressés doit être adressée au service des Eaux et Forêts le plus proche.

Section deux - Fabrication des pirogues

ARTICLE 9 - Si l'arbre doit servir à la fabrication d'une pirogue destinée à la satisfaction des besoins personnels de l'individu ou de ceux de la collectivité à laquelle il appartient, à l'exclusion de tout but commercial, la demande doit être visée par le responsable administratif de la localité qui la transmettra à l'administration des Eaux et Forêts du chef-lieu du Département.

Cette demande indiquera les noms et prénoms du demandeur (ou s'il s'agit d'une collectivité, les noms et prénoms du représentant), le nombre des arbres à abattre et les essences auxquelles ils appartiennent, ainsi que l'emplacement.

ARTICLE 10 - L'autorisation d'abattage est délivrée gratuitement par le responsable forestier du département qui en informera la direction centrale, et qui le mentionnera dans son rapport, dans la rubrique "exploitation forestière".

L'autorisation doit être conservée constamment sur les lieux de la fabrication de la pirogue. Sa durée de validité sera de trente (30) jours.

ARTICLE 11 - Dans le délai de trente jours, le demandeur doit présenter au responsable forestier local qui informera le responsable forestier du département, la ou les pirogues fabriquées conformément à l'autorisation.

Une fois la ou les pirogues fabriquées, l'autorisation ainsi satisfaite est retirée par le service forestier.

ARTICLE 12 - Les pirogues destinées à des transports commerciaux ou fabriquées pour servir des personnes physiques ou morales ne jouissant pas de droits coutumiers d'usages sont soumises aux paiements préalables de redevances.

Le permis ainsi obtenu aura la même validité (trente jours) que l'autorisation gratuite.

ARTICLE 13 - Quels que soient les buts pour lesquels une pirogue est fabriquée, elle doit être enregistrée par le service des Eaux et Forêts.

Section trois - Articles d'usage courant

ARTICLE 14 - La coupe de bois employés dans la fabrication des pignons, mortiers, écuelles, calebasses et autres articles domestiques est dispensée du paiement des redevances lorsque ces articles sont destinés à la stricte utilisation personnelle ou collective des titulaires des droits coutumiers d'usages.

ARTICLE 15 - Toute fabrication dans un but commercial de ces ustensiles doit être soumise au paiement préalable des redevances.

Section quatre - Usages à caractères commerciaux

ARTICLE 16 - Les modalités des exploitations commerciales des produits autres que le bois par les collectivités, prévues à l'article 14 de la loi 74-7 du 4 mars 1974, seront fixées par des arrêtés du Ministre chargé des Forêts.

Les usagers pourront être tenus de contribuer au prorata dont ils jouissent, à l'enrichissement et à l'entretien des forêts sur lesquelles ils exercent leurs droits d'usage.

Section cinq - Cultures sur sol forestier

ARTICLE 17 - Les cultures sur sol forestier sont formellement interdites dans les forêts classées; cependant des autorisations de cultures temporaires sur des parties de forêts classées destinées à être enrichies en essences de valeur peuvent être accordées. Ces accords seront sous forme de contrats, dits "contrats de culture", établis par le service des Eaux et Forêts et passés entre ce dernier et les cultivateurs.

ARTICLE 18 - Les contrats de culture indiqueront :

- l'identité du cultivateur ;
- l'importance et la situation du terrain (dont la surface est délimitée en hectares), dans la forêt classée ;
- le délai de la validité de l'autorisation.

Sous peine de nullité du contrat, le bénéficiaire s'engagera à :

1°/ Conserver sur ce terrain les espèces protégées ou de valeur préexistantes qui lui seront désignées par les Agents forestiers et dont le nombre sera de 40 unités par hectare environ.

2°/ Mettre en place, et à entretenir pendant la durée du contrat, des semis d'essences forestières qui pourront lui être cédés.

3°/ Soigner et respecter au même titre que ses cultures, les plants forestiers et pendant toute la durée du contrat.

4°/ Abandonner le terrain à l'expiration du contrat.

ARTICLE 19 - Des primes pourront être accordées aux bénéficiaires de contrat qui auront donné le meilleur résultat quant à l'im-plantation réussie d'une couverture végétale forestière.

Section six - Espèces protégées

ARTICLE 20 - Les espèces protégées comme définies et énumérées à l'article 16 de la loi 74-7 du 4.3.1974 régissant le régime forestier ne peuvent être abattues, arrachées ou mutilées même pour l'exercice des droits coutumiers d'usage (défrichement pour culture, construction de cases, fabrication d'articles et ustensiles divers, etc...) qu'après autorisation du responsable forestier du département.

Cette autorisation est gratuite si le postulant, bénéficiant d'un droit coutumier d'usage, doit en user personnellement.

L'autorisation est délivrée à titre onéreux dans tous les cas où il y a transactions commerciales.

ARTICLE 21 - Sauf mention spéciale faite sur le permis de coupe, les espèces bénéficiant de la protection, définies et énumérées à l'article 16 de la loi 74-7 du 4 mars 1974, ne peuvent être coupées comme bois de feu ou à charbon.

ARTICLE 22 - Toutefois est dispensé de l'autorisation préalable le cultivateur qui au moment du défrichement laisse dans son champ 20 arbres de belle venue et 20 jeunes plants de régénération par hectare et qui récolte au ras du sol sans mutilation ni incinération les autres arbres et plants d'essences protégées.

ARTICLE 23 - Exception faite des titulaires d'un permis ou coupe ou d'une autorisation spéciale motivée, l'exploitation de la sève et des racines du rônier est formellement interdite sur toute l'étendue de la République.

ARTICLE 24 - Le ramassage des fruits et la récolte du germe du rônier, localement dénommé " MIRITCHI", sont rigoureusement interdits en forêts classées.

Section sept - Ebranchage

ARTICLE 25 - La coupe des petits rameaux feuillus des espèces non protégées est tolérée en dehors des forêts classées.

ARTICLE 26 - La coupe et l'émondage par les bergers, des rameaux feuillus (le gommier excepté) peuvent être tolérés dans les forêts protégées ainsi que, si toutefois les propriétaires le consentent, dans les champs de cultures.

ARTICLE 27 - L'exploitation dans les champs de cultures de rameaux et parties feuillus du baobab (*Andansonia Digitata*) et autres essences protégées ou de valeur, revient par priorité aux cultivateurs, une fois qu'il est établi que les-dits champs sont leurs propriétés coutumières.

Section huit - Feux de brousse et incendies de forêts

ARTICLE 28 - Toute mise à feu est soumise aux prescriptions suivantes :

- les surfaces à incendier doivent être limitées par des bandes débroussaillées et désherbées.
- la mise à feu doit être effectuée de jour et par temps calme après avoir préalablement informé les Chefs des villages ou collectivités intéressés.

ARTICLE 29 - Pour la préservation des forêts classées contre les feux, l'autorité administrative, d'accord avec le service forestier local, fera procéder en saison et temps favorables, par les usagers des forêts ou les habitants des villages riverains, à l'incinération des herbages à la limite des forêts classées et le long des chemins traversant lesdites forêts.

ARTICLE 30 - Le Ministre chargé des forêts pourra, par arrêtés, déterminer les zones soumises à la surveillance des usagers et collectivités voisines des forêts, et éventuellement les modalités de ce service de surveillance qui fait office d'apport des populations pour la protection et la conservation de l'environnement.

En cas d'activités intenses et d'efficacité apparente, ce service pourra être rétribué.

ARTICLE 31 - Pour combattre un feu de brousse, la réquisition mentionnée à l'article 20 de la loi 74-7 du 4 mars 1974 doit être, pour les villages intéressés, celle à laquelle il est procédé par l'Agent forestier ou toute personne relevant de l'autorité locale.

Titre trois - Exploitation des produits forestiers

Section première - Dispositions générales

ARTICLE 32 - Les permis temporaires d'exploitation sont accordés par :

- Le Directeur du service forestier ou son représentant pour les lots inférieurs ou égaux à 2.500 hectares.
- Le Ministre chargé des forêts pour les lots de 2.500 ha à 10.000 ha.
- Décret du Chef de l'Etat pour les lots supérieurs à 10.000 ha.

ARTICLE 33 - L'emploi du feu pour l'abattage des arbres est formellement interdit. Pour toute essence, la coupe sera faite rez-terre.

ARTICLE 34 - Les produits forestiers provenant des défrichements effectués en vue de la préparation des terrains de culture ou de l'exercice des droits d'usage feront l'objet de redevances prévues par la loi 59-19 du 10 décembre 1959 fixant les taux de redevances forestières lorsque les produits sont destinés à des transactions commerciales.

ARTICLE 35 - Lorsqu'un exploitant régulièrement muni d'un permis de coupe abat des arbres pourris ou creux dont aucune partie n'est marchande, il doit les déclarer dans un délai de sept (7) jours après l'abattage et dans tous les cas avant l'expiration de la validité du permis, à l'agent forestier de la localité la plus proche.

Il a alors le droit, en compensation et après vérification de sa déclaration, sans payer de nouvelles redevances, d'abattre un nombre égal d'arbres à celui qu'il n'a pu utiliser.

ARTICLE 36 - Les permis de coupe doivent être conservés pendant toute la durée de l'exploitation sur les lieux de coupe ; ils doivent être présentés à toutes réquisitions des agents chargés de la constatation des infractions aux textes forestiers.

ARTICLE 37 - Sont subordonnées à la délivrance des permis de coupe et au paiement préalable de redevances :

- 1°/ Toutes exploitations ayant un caractère commercial ou industriel.
- 2°/ Les exploitations des services publics civils ou militaires, établissements publics (ou d'utilité publique) ou privés, associations, sociétés et syndicats, disposant d'un fonds de fonctionnement.

- 3°/ Les exploitations de tous produits principaux ou accessoires faites par des personnes ou pour le compte des personnes ne jouissant pas de droits coutumiers d'usages personnels ou collectifs sur les lieux de l'exploitation.

ARTICLE 38 - Les exploitations portant sur un nombre inférieur ou égal à :

- 60 fagots de bois de service (perches-gaulettes, etc.),
- 10 arbres en bois d'oeuvre,
- 50 stères en bois de feu,
- ou 20 quintaux de charbon de bois

feront l'objet de permis de coupe individuels prévus par la loi 59-19 du 10 décembre 1959 modifiant les taux de redevances.

ARTICLE 39 - Il ne peut être délivré dans tous les cas des permis portant sur moins de 10 stères de bois de feu ou 5 quintaux de charbon de bois.

ARTICLE 40 - Il ne sera délivré pour tenir de permis individuels, à la même personne, des permis successifs totalisant annuellement plus de :

- 500 fagots de bois de service
- 100 arbres en bois d'oeuvre,
- 500 stères de bois de feu,
- ou 100 quintaux de charbon de bois.

Toutes exploitations portant annuellement sur plus de 500 fagots, 100 arbres, 500 stères ou 100 quintaux comme mentionné ci-dessus feront l'objet de permis de grande coupe prévus par la loi 59-19 du 10 décembre 1959.

ARTICLE 41 - Les permis de coupe sont strictement personnels.

Section deux - Permis de coupe individuels

ARTICLE 42 - Ce permis est extrait d'un carnet à souches et doit obligatoirement porter les indications suivantes :

- Nom, prénom, domicile du bénéficiaire
- Lieu de la coupe
- Nombre d'arbres, de pièces, de stères ou de quintaux autorisés
- Nom des essences s'il s'agit du bois d'oeuvre (avec éventuellement les articles à fabriquer)
- Date de délivrance du permis
- Durée de validité du permis
- Redevances payées
- Référence de la quittance
- Numéro du permis.

ARTICLE 43 - La durée de validité des permis individuels ne peut excéder un mois, quelle que soit la nature des produits à exploiter.

ARTICLE 44 - Le Régisseur des recettes adresse mensuellement au représentant local du Receveur des Domaines le montant des recettes forestières ainsi encaissées accompagné des pièces justificatives.

ARTICLE 45 - Les préfets (responsables forestiers locaux) doivent adresser trimestriellement au Ministre chargé des forêts (Directeur des Eaux et Forêts) le relevé des recettes effectuées dans le courant du trimestre, avec mention de la nature des produits ou des essences exploitées.

Section trois - Permis de grande coupe

ARTICLE 46 - Les permis de grande coupe définis à l'article 40 du présent décret sont délivrés par le Ministre chargé des forêts (Direction des Eaux et Forêts).

ARTICLE 47 - La demande du permis de grande coupe devra être adressée au Ministre chargé des forêts (Direction des Eaux et Forêts) par l'intermédiaire du préfet dans le ressort duquel est située la coupe.

Cette demande comportera :

- a) les noms, prénoms, nationalité, profession et domicile du demandeur ;
- b) le nombre et l'essence des arbres à exploiter, la quantité de stères de bois de feu ou de quintaux de charbon de bois dont la production est envisagée ou la superficie à exploiter ;
- c) la durée de validité du permis de coupe ;
- d) la situation des lieux de la coupe avec un croquis à l'appui.

ARTICLE 48 - Une fois réunis tous les éléments requis, le permis de grande coupe est établi par le service forestier conformément à l'arrêté ministériel qui l'accorde. L'Arrêté doit également faire mention des instructions portées à l'article 47 ci-dessus, les obligations qu'implique l'exploitation s'il y a lieu, ainsi que les modalités de paiement (mensuelles-trimestrielles, etc...).

Les permis de grande coupe de bois de feu et de charbon pourront être accompagnés de cahier des charges établi par le service forestier.

Section quatre - Dispositions spéciales

Exploitation commerciale de bois de défrichement stockés à proximité des axes routiers

ARTICLE 49 - Les produits forestiers des défrichements en vue de la préparation des terrains de cultures ou de l'exercice des droits d'usage coutumiers feront l'objet de paiement de redevances prévues par la loi 59-19 du 10 décembre 1959 fixant les taux de redevances forestières lorsque lesdits produits sont destinés à des transactions commerciales.

ARTICLE 50 - La période des défrichements en vue des cultures sèches normalement exécutées pendant l'hivernage commence le premier octobre et prend fin le 31 mai de chaque année.

Pendant cette période, toute personne qui désire stocker et vendre le bois de feu provenant du défrichement de son champ doit s'acquitter des redevances valables pour l'exploitation des quantités forfaitaires qui seront fixées par arrêtés du Ministre chargé des forêts.

ARTICLE 51 - Lorsque cette opération commerciale doit se poursuivre au delà du 31 mai, l'exploitation fera l'objet de permis de grande coupe sus-mentionné.

ARTICLE 52 - Lorsque les produits exploités sont autres que le bois de chauffage, ou bien lorsque l'exploitation nécessite l'abattage d'arbres sur pied en dehors des terrains qui leur appartiennent coutumièrement, les personnes intéressées sont tenues de payer au préalable les redevances spécifiques prévues par la loi 59-19 du 10 décembre 1959 sus-visée.

Section cinq - Exploitation commerciale dans les centres à forte concentration démographique

ARTICLE 53 - L'exploitation commerciale de bois dans les centres où la densité de la population est élevée sera réglementée par des arrêtés du Ministre chargé des forêts.

Titre quatre - Circulation des produits forestiers

Section première - Dispositions communes

ARTICLE 54 - Il faut entendre par "produits forestiers" les produits principaux ou secondaires prélevés des végétaux forestiers du domaine de l'état, notamment les bois d'oeuvre, de service, d'industrie, de chauffage, le charbon de bois et les objets fabriqués partiellement ou entièrement avec du bois.

ARTICLE 55 - Les produits forestiers ne peuvent circuler qu'accompagnés d'un permis de coupe ou d'un permis de circulation prévu à l'article 56 ci-dessous et dans les conditions suivantes :

- si tous les produits autorisés par le permis circulent en même temps, le permis d'exploitation doit accompagner lesdits produits.
- s'il n'y a qu'une fraction des produits autorisés qui circule, le bénéficiaire, présente son permis au service forestier le plus proche ou aux agents chargés du contrôle qui mentionneront au verso la quantité qui reste à exploiter.
- si pour des raisons indépendantes de sa volonté le bénéficiaire se trouve obligé de transporter les produits en dehors de la limite de validité de son permis, l'intéressé doit aviser le service forestier 48 heures à l'avance afin d'obtenir au verso de son permis la mention l'autorisant spécialement (avec cachet et signature de l'agent) à transporter lesdits produits.

Dans tous les autres cas, les produits forestiers ne circulent qu'accompagnés d'un permis de circulation.

ARTICLE 56 - Les permis de circulation sont délivrés gratuitement sur présentation de permis de coupe. Ils le sont également sur la simple demande de l'intéressé si les produits ne sont pas destinés aux transactions commerciales. Pour cette dernière catégorie il ne peut être accordé au même Chef de famille un permis autorisant d'exploiter plus de cinq (5) stères par deux mois.

Ce permis doit mentionner :

- le numéro et la date du permis de coupe présenté (s'il y a lieu),
- le lieu de coupe et de dépôt des produits,
- la quantité des produits ou le nombre d'objets fabriqués à transporter, le moyen de transport ainsi que toutes indications renseignant sur celui-ci,
- la date de la délivrance de ce permis de circulation et les noms du bénéficiaire,
- le permis est strictement personnel.

ARTICLE 57 - Tout propriétaire d'un moyen de transport qui quitte sa localité avec l'idée principale ou secondaire d'y ramener du bois pour en jouir personnellement est tenu de se faire délivrer une autorisation de circulation gratuite.

ARTICLE 58 - Les personnes qui, en rentrant d'une mission, ramènent du bois de feu pour leur usage personnel, sont dispensées de l'autorisation de circulation à condition toutefois que leurs déclarations soient appuyées au moins d'une pièce à conviction.

ARTICLE 59 - La durée de validité du permis de circulation est fixée par l'autorité qui le délivre d'après le temps jugé nécessaire au transport des produits du lieu de coupe au lieu de destination.

En aucun cas cette durée n'excèdera un mois.

ARTICLE 60 - L'admission dans un centre de consommation des produits forestiers n'est autorisée que contre remise du permis de circulation ou présentation du permis de coupe à l'agent chargé du contrôle de la circulation des produits forestiers, ou lorsque les produits sont directement portés sur un marché à l'agent chargé de la surveillance du marché.

ARTICLE 61 - Tout propriétaire de produits stockés doit laisser pénétrer dans les entrepôts ou chantiers les agents habilités à contrôler la circulation des produits forestiers. Il doit sous sa propre responsabilité justifier l'origine et la quantité des produits qu'il détient.

Section deux - Circulation des produits à travers les frontières de la République

ARTICLE 62 - Les quantités d'unités, d'articles, de stères ou de quintaux de charbon de bois, destinées à franchir les frontières de la République seront définies par arrêté du Ministre chargé des Forêts.

Titre cinq - Forêts des particuliers

ARTICLE 63 - En cas d'infraction aux articles 22 et 23 de la loi 74-7 du 4 mars 1974, le Ministre chargé des forêts pourra mettre en demeure les propriétaires de rétablir en nature de bois des lieux défrichés dans un délai qui ne peut excéder 5 ans.

ARTICLE 64 - Si dans un délai de 2 ans après la mise en demeure tout ou partie de la superficie à reboiser n'est pas replantée, il sera procédé au reboisement par les soins de l'Administration qui poursuivra par voie de contraintes le remboursement des frais des travaux.

ARTICLE 65 - La valeur sera établie suivant mémoire détaillé, dressé par le service forestier et visé par le Président du Tribunal ou le Juge de Section.

ARTICLE 66 - Pendant 3 ans après le reboisement l'entretien des arbres ainsi plantés incombera au contrevenant.

Titre six - Encouragement au reboisement par les collectivités et les particuliers

ARTICLE 67 - Les modalités d'application des articles 24 et 25 de la loi n° 74-7 sus-visée seront définies par arrêtés du Ministre chargé des forêts.

Titre sept - Répression des infractions

Section première - Recherche et constatation des délits

ARTICLE 68 - Avant d'entrer en fonction les agents du service forestier sont tenus de prêter serment devant le Tribunal de Première Instance ou le Juge de Section de la circonscription administrative où ils sont appelés à servir.

Ce serment n'est pas renouvelé en cas de changement de résidence.

Section deux - Transactions

ARTICLE 69 - Les officiers de police judiciaire et les agents forestiers assermentés sont autorisés à transiger au nom du Ministre chargé des Forêts avant ou après jugement même définitif.

Après le jugement définitif, la transaction ne peut porter que sur les amendes, restitutions, frais et dommages.

La perception de toute transaction doit être obligatoirement subordonnée à la rédaction du procès-verbal constatant le délit ou la contravention. L'acte accordant cette transaction figurant au dos du procès-verbal ou entièrement à part devra comporter :

- les noms, prénoms et qualité de l'autorité qui consent la transaction,
- les noms et prénoms du ou des bénéficiaires de la transaction,
- le montant de la transaction,
- le délai accordé pour le paiement de la transaction,
- la référence au procès-verbal ayant constaté l'infraction,
- la signature de l'agent ayant transigé.

ARTICLE 70 - Deux copies au moins de chaque acte de transaction sont envoyées aux archives de la Direction (Sections protection de l'environnement et statistique).

Au-dessus de 100.000 francs la transaction est accordée par le Chef du Service Central sous réserve de l'approbation du Ministre.

Après jugement définitif, la transaction ne peut porter que sur les amendes, confiscations, frais et dommages-intérêts.

ARTICLE 71 - Au cas où le délinquant accepte de se libérer par des travaux en nature, les chefs de circonscriptions administratives des localités intéressées prescrivent alors, en accord avec le représentant du service forestier, le genre des travaux obligatoirement d'intérêt forestier. A ces travaux seront effectuées les journées de travail tenant lieu de transaction dite alors "en nature".

Lorsque la transaction consentie, qu'elle soit en espèce ou en nature, n'est pas acquittée dans les délais fixés dans l'acte de transactions, il est procédé soit aux poursuites, soit à l'exécution du jugement.

ARTICLE 72 - Les collectivités qui se seraient rendues pécuniairement responsables des infractions peuvent être également admises à s'acquitter par transactions en journées de travail consacrées aux domaines forestiers où les dommages ont été constatés.

Section trois - Exploitation

ARTICLE 73 - Le Ministre chargé des Forêts pourra ordonner, par arrêtés, le retrait des droits d'exploitation et l'interdiction pendant un délai de un à cinq ans d'obtenir de nouveaux droits, pour toute personne qui s'est rendue coupable de toute infraction aux dispositions de la loi 74-7 du 4.3.74 et de tous textes pris ou établis pour son exécution.

En cas de récidive, le retrait ou l'interdiction pendant 5 ans devient obligatoire.

Section quatre - Cultures sur sol forestier - Feux de brousse - Incendies de forêts

ARTICLE 74 - Les Compagnies concessionnaires ou fermières, Sociétés et Services publics exploitant des aires en contact ou en voisinage avec des forêts classées, doivent débarrasser de toutes substances inflammables susceptibles de communiquer le feu aux forêts, les espaces compris entre lesdites forêts et les aires par eux exploitées.

A défaut, ces travaux pourront être exécutés aux frais de compagnies, sociétés et services bénéficiaires sur décision du Ministre chargé des forêts.

Section cinq - Généralités

ARTICLE 75 - Les produits principaux visés au titre six de la loi 74-7 du 4 mars 1974 comprennent essentiellement le bois issu des tiges principales et secondaires et des racines de l'arbre.

Cependant, le Ministre chargé des forêts pourra prendre un ou plusieurs arrêtés classant dans cette catégorie des parties de l'arbre, autres que le bois, faisant l'objet de transaction commerciale.

ARTICLE 76 - Les pères, mères et tuteurs sont civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs enfants mineurs et pupilles.

ARTICLE 77 - Le décret du 4 Juillet 1935 fixant le régime forestier en A.O.F. est abrogé dans ses dispositions réglementaires.

ARTICLE 78 - Le Ministre de l'Economie Rurale, du Climat et de l'Aide aux Populations, le Ministre de l'Intérieur, le Ministre des Finances, le Ministre de la Justice et le Ministre de la Défense Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui prendra effet à compter de la date de sa signature et sera publié au Journal Officiel.

Pour Ampliation
le Secrétaire Général
du Gouvernement

Fait à Niamey, le 23 août 1974

Signé : Lt-Colonel SEYNI-KOUNTCHE

- Souleymane LY -

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

ARRETE n°. 008 MER/CAB

du 22 juin 1966

Déterminant les attributions
des Directions et Services du
Ministère de l'Economie Rurale.

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE RURALE

VU la Constitution du 8 novembre 1960

VU le Décret 66-053/MER du 18/3/66
Portant organisation du Ministère de l'Economie Rurale

VU la Décision 06/MER/CAB portant attributions des Membres
du Cabinet du Ministre.

A R R E T E

ARTICLE PREMIER - L'organisation et les attributions des Directions et Sections des différents Services du Ministère de l'Economie Rurale sont déterminées comme suit aux annexes du présent arrêté :

Annexe I - Organisation et attributions du Service de
l'Agriculture.

Annexe II - Organisation et attributions du Service de
l'Elevage et des Industries Animales.

Annexe III - Organisation et attributions du Service des
Eaux et Forêts, Chasse et Pêche.

Annexe IV - Organisation et attributions du Service du
Génie Rural.

ARTICLE 2 - Les Directions de Services sont chargées chacune
en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui
abroge toutes dispositions antérieures

MAIDAH MAMOUDOU

A N N E X E I

ORGANISATION ET ATTRIBUTION DU SERVICE DE L'AGRICULTURE

Le Service de l'Agriculture est chargé, sous l'autorité du Ministre de l'Economie Rurale :

- 1°/ D'organiser, d'améliorer et d'intensifier la production Agricole.
- 2°/ D'effectuer la préparation technique des Plans de mise en valeur agricole et de contrôler l'exécution.
- 3°/ D'assurer la protection des cultures sous toutes ses formes, l'inspection phytosanitaire et le contrôle du conditionnement des produits agricoles.
- 4°/ De vulgariser par l'Enseignement et la propagande, les connaissances et les techniques modernes en les adaptant aux conditions locales.
- 5°/ De collaborer avec les organismes de coopération et de commercialisation, pour l'amélioration de la qualité de la production.

ATTRIBUTIONS

A. Du Directeur de l'Agriculture.

Le Directeur de l'Agriculture, assisté d'un Adjoint, est responsable devant le Ministre de l'Economie Rurale de :

- 1°/ L'organisation et du contrôle des sections : vulgarisation, conditionnement, protection des végétaux ; machinisme agricole, enseignement agricole ; bureau d'études et de statistiques agricoles ; section fruitière et maraîchère ; et, de la coordination de leur action.
- 2°/ L'établissement des projets de budget et le contrôle de l'emploi des crédits de fonctionnement et d'investissement de l'Etat, de financement du budget national ou d'aides extérieures.
- 3°/ L'établissement des Plans de Développement de l'Agriculture, en liaison avec le Commissariat Général au Développement, et avec les Comités spécialisés (Comité de l'eau, Comité de la production etc...)
- 4°/ L'établissement des plans de recherches agronomiques en liaison - avec les Instituts de Recherches spécialisées, et, en conformité avec les vœux du Sous-Comité de la Recherche Agronomique.

- 5°/ L'établissement en liaison avec l'I.R.A.T., la C.F.D.T., les Services des Eaux et Forêts, du Génie-Rural et de l'Elevage, des projets de défenses et de restauration des sols, des programmes de cultures fourragères et de l'association Agriculture-Elevage.
- 6°/ L'étude avec le Génie-Rural des zones à aménager en fonction de possibilités agricoles. Le contrôle de la gestion des aménagements (programme agricole, entretien, etc...) en liaison avec le Comité de gestion.
- 7°/ La liaison avec les organismes internationaux s'occupant d'agriculture (F.A.O., C.E.A., etc...).
- 8°/ Enfin, il est responsable du personnel et du matériel du Service, dont il assure la gestion.

B. Les attributions des chefs des sections responsables devant le directeur du Service de l'Agriculture sont les suivantes :

1°/ Section vulgarisation

- Etablissement des projets de plan d'action de vulgarisation dans les services départementaux et d'arrondissement, en utilisant les thèmes mis au point par la Recherche Agronomique.
- Contrôle, sur le terrain, de l'exécution des plans.
- Contrôle de l'utilisation des crédits vulgarisation (B.N., F.D.A.P.R., budgets Départementaux et d'Arrondissements).
- Etablissement des fiches agricoles et causerie qui serviront à l'enseignement, la promotion et l'information (Animation, Jeunesse, Radio-Club, Alphabétisation, etc...).
- Liaison avec l'U.N.C.C. et les groupements coopératifs en matière de Vulgarisation Agricole.
- Collaboration avec la section Enseignement Agricole pour la formation du personnel ; et, la liaison avec tout organisme s'occupant d'enseignement agricole.
- Organisation et contrôle de la gestion des aménagements hydro-agricoles, en liaison avec le Génie Rural et l'U.N.C.C..

2°/ Sections contrôle, conditionnement et Protection des Végétaux

- Etablissement des normes de conditionnement des différents produits agricoles du Niger.

- Contrôle du conditionnement effectué dans les Départements, Arrondissements et Communes.
- Elaboration des textes concernant l'inspection des produits du cru.
- Inspection phyto-sanitaire à l'entrée et la sortie du territoire.
- Organisation et contrôle de la lutte phyto-sanitaire en élaborant, s'il y a lieu, des projets de textes législatifs.
- Etablissement de plans de traitements.
- Etude des parasites et des maladies cryptogamiques, et des moyens de lutte adaptés.
- Liaison avec l'O.C.L.A.L.A.V. notamment pour la lutte antiacridienne territoriale.

3°/ Section machinisme agricole

- Liaison entre la Recherche en matière de matériel agricole (I.R.A.T., C.E.M.A.T.) et la Vulgarisation.
- Formation du personnel en matière de dressage des animaux, entretien du matériel, en liaison avec l'U.N.C.C..

4°/ Section Enseignement Agricole

- Fonctionnement rationnel de l'Ecole Pratique d'Agriculture de KOLO.
- Organisation des stages de formation de perfectionnement et de spécialisation tant au Niger qu'à l'Etranger.
- Coordination avec les Collèges Techniques Agricoles.
- Organisation des Concours Professionnels.

5°/ Bureau d'Etudes et des Statistiques Agricoles

- Archives et bibliothèques.
- Constitution d'une documentation sur les marchés, les prix et les débouchés des produits agricoles, en liaison avec le Service de la Statistique (Plan) et le Ministère des Affaires Economiques.
- L'Etablissement des Statistiques Agricoles en liaison avec les Services Départementaux et d'Arrondissements de l'Agriculture.

6°/ Section Fruitière et maraîchère

- Gestion des pépinières existantes.
- Projets de création de nouvelles pépinières.
- Etablissement des plans de diffusion de semences et plantes sélectionnées, avec l'aide de l'I.R.A.T. et de l'I.F.A.C. (programme de greffage).
- Distribution d'espèces et de variétés exportables en liaison avec la Section Vulgarisation et l'U.N.C.C..

A N N E X E II

ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS DU SERVICE DE L'ELEVAGE ET DES INDUSTRIES ANIMALES

Le Service de l'Elevage et des Industries Animales est chargé sous l'autorité du Ministre de l'Economie Rurale :

- 1°/ De la protection sanitaire des animaux, notamment de tous actes et mesures d'ordre technique ayant pour but de rechercher et de combattre les maladies contagieuses et parasitaires, de proposer les actes administratifs ayant le même but.
- 2°/ De l'inspection des produits comestibles d'origine animale, tant au point de vue de l'hygiène de la consommation que dans le but de dépister les maladies.
- 3°/ De toutes les questions se rattachant à la conservation, à l'exploitation des animaux, et à l'utilisation des produits d'origine animale et, à ce titre, de la gérance des Etablissements spécialement destinés à l'amélioration de l'Elevage.
- 4°/ En collaboration avec les autres Services ou Organismes :
 - A. De l'assistance Vétérinaire, en matière d'élevage, aux Agriculteurs ou Eleveurs :
 - B. De l'orientation technique des Etablissements Agricoles s'intéressant à la vulgarisation de l'Elevage, l'alimentation et l'utilisation du bétail.
 - C. De l'étude des moyens propres à favoriser les transactions commerciales portant sur les animaux et les produits qui en dérivent.
 - D. Des questions concernant la conservation, l'amélioration ou l'exploitation de la faune utile, la destruction de la faune nuisible, l'étude de la flore utile ou nuisible des animaux.

ATTRIBUTIONS DU DIRECTEUR DU SERVICE DE L'ELEVAGE ET DES INDUSTRIES ANIMALES

Le Directeur du Service de l'Elevage et des Industries Animales est responsable devant le Ministre de l'Economie Rurale. :

- De la conception et de la coordination des plans de développement de l'Elevage, d'industrialisation et de commercialisation des produits d'origine animale.

- Du fonctionnement des différents rouages d'application et d'exécution des plans.
- De la gestion matérielle du Service.
- De la gestion du personnel.
- Des liaisons avec tous Services, Etablissements ou Organismes Nationaux ou Internationaux, intervenant dans le domaine de l'Elevage.

I. Section Sanitaire

1°/ Son domaine concerne tout ce qui a trait à la pathologie animale et à la protection sanitaire du bétail.

2°/ Attributions

- Etudes et exécution des plans de lutte contre les maladies animales.
- Legislation et contrôle sanitaire.
- Liaison avec le laboratoire en vue de l'application des résultats de la Recherche Scientifique Vétérinaire en matière de pathologie et de lutte contre les maladies animales.

II. Section "Zootechnique et de Vulgarisation"

1°/ Domaine - Recherche Zootechnique en station, en vue de l'amélioration des espèces domestiques ; diffusion des résultats obtenus en station ; études et contrôle des aliments destinés aux animaux.

2°/ Attributions

- Etudes en station de la reproduction et de la reproductivité des principales espèces domestiques.
- Etudes agrostologiques en station et dans les conditions habituelles de l'élevage traditionnel.
- Analyse fourragère et des aliments destinés aux animaux.
- Contrôle de la composition des aliments.
- Etudes de programmes de création de ranches d'élevage et d'embouche pour les animaux de boucherie.
- Diffusion des résultats obtenus en station.
- Formation des animateurs chargés de la vulgarisation de ces résultats.
- Organisation de stages.

III. Section "Industries Animales"

Son rôle est d'assurer l'exploitation des produits d'élevage par :

- 1°/ La surveillance des marchés où s'effectuent toutes transactions portant sur le bétail.
- 2°/ Le contrôle de la salubrité des viandes et denrées alimentaires dans les abattoirs, marchés ou places surveillées.
- 3°/ Le contrôle de la préparation et du conditionnement des cuirs et peaux.
- 4°/ Le contrôle du niveau de la production et de commercialisation des produits et sous-produits de l'Elevage, (commercialisation à l'intérieur et à l'extérieur).
- 5°/ Etude de programmes d'industrialisation liés à l'élevage.
- 6°/ Assistance aux organismes et établissements intervenant au niveau de la production, de la transformation et de la commercialisation des produits et sous-produits de l'Elevage.

IV. Section "Développement Pastoral"

1°/ Domaine - En étroite liaison avec d'autres départements, elle est chargée de la définition et de l'exécution des actions devant être entreprises dans la zone pastorale en vue de son développement et de sa modernisation.

2°/ Attributions - Etudes et préparation des programmes de modernisation pastorale.

- Exécution de ceux-ci une fois adoptés.
- Etudes et préparation de textes législatifs ou réglementaires intéressant la zone pastorale.

V. Section "Enseignement"

1°/ Domaine - Formation du personnel technique du Service de l'Elevage.

2°/ Attributions - Etudes des programmes des Etablissements scolaires chargés de la formation des Cadres.

- Organisation de stage, attributions de bourses d'études et de spécialisation au Niger et dans les pays étrangers.
- Recrutement et formation du personnel enseignant.

A N N E X E III

ORGANISATION ET ATTRIBUTION DU SERVICE DES EAUX ET FORETS

ATTRIBUTION DE LA DIRECTION DES EAUX ET FORETS

Le Directeur du Service des Eaux et Forêts est chargé, sous l'autorité du Ministre de l'Economie Rurale, de la :

- Préparation de la réglementation permettant l'application de la politique forestière.
- Préparation des projets de textes réglementaires, décisions, actes administratifs, correspondances.
- Préparation des projets de Budget et contrôle de l'utilisation des crédits.
- Préparation des Plans et des projets d'utilisation des crédits d'investissements tant nationaux qu'en provenance des aides extérieures.

Représentation du Ministère dans les réunions ou Commissions Techniques. En vue d'assurer à tous les échelons la mise en oeuvre correcte de la Politique forestière, la Direction organise et coordonne l'activité des différentes Sections ; elle contrôle la marche de l'ensemble du Service afin d'éviter que la décentralisation des échelons locaux n'apporte des discordances dans les mesures prescrites en vue de l'application de la Politique forestière.

- Notation du Personnel, proposition d'affectation, de mutations, etc...
- Liaison avec les autres Services, en particulier avec ceux de l'Agriculture, de l'Elevage, du Génie Rural ; Liaison avec les Organismes Spécialisés.
- Liaison avec les Organismes internationaux s'intéressant à la Forêt et à la Faune (F.A.O., U.N.E.S.C.O., U.I.C.N., etc.)
- Organisation et contrôle de l'Enseignement forestier.
- Représentation du Service auprès des Tribunaux comme partie jointe au Ministère Public, pour les affaires forestières et de chasse.
- Signature des actes de transaction en ces matières.
- Etablissement de la Politique des Recherches forestières à étudier en comité de la Recherche Agronomique, en liaison avec les organismes spécialisés, en particulier le Centre Technique Forestier Tropical.

1. Attributions de la Section de Recherches et d'Etudes.

Pour conduire convenablement la Politique Forestière Nationale, l'Administration des Eaux et Forêts doit être exactement renseignée non seulement sur les facteurs physiques, techniques, et scientifiques que lui imposent ses limites, mais encore sur les tendances économiques et sociales qui en dicteront les modalités.

- Rassemblement de la documentation concernant la forêt, la chasse et tout ce qui s'y rapporte.
- Etablissement des statistiques concernant la forêt et le marché du bois.
- Inventaire des ressources utilisables.
- Etudes des besoins réels et potentiels.
- Conditionnement des produits.
- Exécution des programmes de recherches dans le cadre de protocoles à établir.

2. Attributions de la Section Pêche et Pisciculture

- Préparation d'une législation de la pêche.
- Continuation de l'Enquête sur la Pêche.
- Mise à jour du fichier des pêcheurs.
- Centralisation des renseignements statistiques.
- Liaison avec les Organismes de Commercialisation.
- Rôle de Conseiller Technique auprès de l'U.N.C.C. pour la pêche.
- Etude de procédés de pêche, vulgarisation d'engins et de techniques perfectionnées.
- Etude de la partie Nigérienne du Lac Tchad en liaison avec les autres riverains.
- Etude des Plans d'eau permanents.
- Empoisonnement des Plans d'eau permanents.

3. Attributions de la Section Chasse et Protection de la Nature

- Mise au point du programme de protection de la nature.
- Organisation de Parcs nationaux et de réserves.

- Préparation de la législation en matière de chasse et de protection de la nature.
- Application de la réglementation, attribution des permis, délivrance des Certificats d'origine.
- Etudes des pâturages, des migrations, inventaire de faune.
- Etudes sur l'utilisation du gibier à des fins commerciales.
- Organisation de battues pour la protection des Personnes et des biens
- Organisation des captures d'animaux pour la vente.
- Liaison avec les organismes spécialisés, en particulier U.I.C.N., I.F.A.N., Musée National.
- Formation du Personnel en liaison avec le Collège de gestion de la Faune qui doit être organisé par la F.A.O.
- Création de zones d'intérêt cynégétique, de domaine et Secteurs de chasse.
- Installation des domaines et Secteurs de chasse, réglementation, l'attitudes d'abattage, fixation des taxes.
- Statuts des guides de chasse.

4. Attribution de la Section technique

- Constitution, délimitation, conservation, aménagement du domaine forestier de l'Etat et des collectivités publiques.
- Détermination de périmètres de reboisement.
- Application des mesures de protection et de restauration des sols.
- Répression des infractions en matière forestière.
- Exploitation éventuelle en régie
- Attribution des permis d'exploitation.
- Conservation et amélioration des peuplements fournissant des produits de cueillette.
- Protection et amélioration des pâturages.

A N N E X E IV

ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS DU SERVICE DU GENIE RURAL

Le Directeur du Service du Génie Rural est chargé, sous l'autorité du Ministre de l'Economie Rurale :

- de promouvoir, de coordonner et de contrôler tous les travaux d'équipement rural (irrigation, conservation des sols, etc...) ;
- de proposer pour leur réalisation la participation financière de l'Etat ou des organismes de financement, de contrôler la gestion des crédits accordés ;
- d'étudier ou de faire étudier les programmes d'utilisation et de maîtrise de l'eau en vue de l'irrigation, l'assainissement, et le drainage des terres ;
- d'élaborer en liaison avec les organismes intéressés (autres services ministériels, sources de financement, organismes internationaux) la partie technique des programmes d'aménagement et d'études dans le monde rural ;
- d'assister, de contrôler et de diriger les Chefs de Sections Départementales, le Chef du Bureau d'Etudes et le Chef de la Section Hydrologique, dans l'exécution de leurs travaux ;
- de coordonner la politique d'entretien et d'amélioration des ouvrages du Génie Rural existants.

Le Chef du Bureau d'Etudes du Génie Rural

Sous l'autorité du Chef de Service, il est chargé des fonctions suivantes :

- Il participe à l'élaboration du programme général d'activité en matière du Génie Rural ;
- Il étudie pour les projets délicats, compte tenu des données recueillies sur le terrain, les solutions possibles d'aménagement ; il dresse les plans d'exécution des travaux et ceux constituant les dossiers à soumettre aux organismes de financement ;
- Il examine les dossiers techniques fournis au Génie Rural et donne son avis sur les dispositions envisagées ;
- Il suit l'exécution des travaux ;
- Il fait des expérimentations.

Le Chef de la Section Hydrologique

Il assure l'exploitation du réseau hydrologique et, à ce titre, il est chargé de fournir :

- Tous les renseignements sur les cours d'eau (débit, vitesse d'écoulement, hauteur d'eau maximum et minimum etc...) ;
- Des renseignements sur les bassins versants (coefficient d'écoulement, vitesse d'érosion, pluviométrie, etc...) ;
- Pour accomplir sa tâche, il est entouré d'agents hydrologues et de techniciens hydrologues. Il travaille en étroite collaboration avec l'O.R.S.T.O.M..

REPUBLIQUE DU NIGER
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL
DIRECTION DES EAUX ET FORETS

N° 332 EFC

Niamey, le 6 juin 1980

NOTE DE SERVICE

1°/ Au sein de la Direction des Eaux et Forêts il est créé 5 Sections et 11 Divisions.

I. Section Administrative avec :

- Une Division Personnel
- Une Division Matériel
- Une Division Comptabilité

II. Section Forêts et Environnement (SFE) avec :

- Une Division Reboisement et Conservation des sols
- Une Division Environnement et Peuplements Naturels.

III. Section Statistique, Etudes et Documentation (SSED) avec :

- Une Division Statistiques et Documentation
- Une Division Etudes

IV. Section Aménagement de la Faune et des Pêches (SAFP)

- Une Division Aménagement de la Faune
- Une Division Pêche et Pisciculture

V. Section Protection de la Nature et Contentieux (SPN/C) avec :

- Une Division du Contentieux
- Une Division d'Interventions

2°/ Les Chefs de Sections sont seuls responsables des défaillances constatées dans l'exercice de leurs fonctions. Les Chefs de Divisions sont responsables devant les Chefs de Section.

3°/ Le Chef de la Section Protection de la Nature et du Contentieux peut transiger jusqu'à concurrence de 99.999 F. Lorsque la transaction est supérieure à ce montant, elle est consentie par le Directeur ou le Ministre.

AMPLIATION :

- M.D.R..... 1 P. compte rendu

Le Directeur des Eaux et Forêts

MAJADA IBRAHIM

I. E. F.

ATTRIBUTION DE LA SECTION ADMINISTRATIVE

Domaine d'exécution : Gestion du Personnel
Gestion des biens matériels meubles et
immeubles
Gestion des biens financiers

Attributions : Elles visent essentiellement à l'organisation du personnel (Propositions de Mouvements du personnel au Directeur). De ce fait, la Section a à sa charge :

- La tenue des dossiers du personnel du cadre et des auxiliaires.
- L'engagement ou le licenciement en accord avec le Ministère de la Fonction Publique et du Travail, de personnel après avis ou sur instructions du Directeur.
- Les propositions de sanctions au Directeur des Eaux et Forêts.
- Les propositions de formation du personnel à tous les niveaux.
- Les propositions de notation des auxiliaires.
- La formulation de toute proposition de nature à améliorer la situation professionnelle des agents.
- Le classement des textes réglementaires et législatifs (Arrêtés, Décrets, Lois, Ordonnances).
- L'organisation des concours professionnels et tests selon les directives du Directeur en relation avec le Bureau de la Formation du Ministère du Développement Rural.
- De veiller à l'application correcte des statuts, code de travail, et convention collective interprofessionnelle
- La représentation du service aux réunions sur tous les sujets relatifs à la gestion du personnel ou des biens du service, sauf décision contraire du Directeur.
- La réception de tout matériel destiné au service.
- La répartition du matériel destiné au service sur ordre du Directeur.
- Les propositions de mise à la réforme des véhicules du parc roulant ou embarcations du parc flottant.
- La gestion des locaux du service.
- La tenue de cahier de sorties et entrées du matériel du Service des Eaux et Forêts.

- Les propositions d'utilisation des crédits au Directeur.
- L'exécution des ordres de dépenses.
- La tenue à jour de la situation des crédits alloués à la Direction des Eaux et Forêts.
- Le traitement des pièces justificatives afférentes aux dépenses effectuées par les autres services et rendre compte au Directeur.
- L'exécution sur ordre du Directeur de toute opération liée à la gestion des biens matériels et financiers.
- L'établissement d'un rapport annuel (Partie Administrative et financière - Fonds intérieurs et extérieurs).

Section Forêts et Environnement

Domaine d'exécution : Plantations artificielles
Aménagement des Peuplements naturels
Conservation du sol (CES-DRS)
Gestion de l'Environnement Rural et Urbain

Attributions :

- Reboisement en essences exotiques ou locales. (Bois-fourrage - protection).
- Aménagement des Forêts naturelles et artificielles.
- Classement et déclassement de Forêts.
- Mise en défens. Création de périmètres protégés.
- Lutte contre l'érosion éolienne et hydrique (mise en place de dispositifs anti-érosifs, plantations d'essences protectrices ou régénératrices).
- Conception de projets liés aux Forêts et à l'Environnement.
- Lutte contre les feux de brousse. (Lutte active, passive et préventive).
- Définitions des règles d'exploitation rationnelle. Forêts artificielles et naturelles.
- Etablissement d'espaces verts, de jardins et d'Arboreta.
- Education mésologique.
- A partir d'études effectuées par la Section Statistiques, Etudes et Documentation, propositions d'affectation judicieuse des zones en zones :

- de production
 - d'équipement
 - d'activité récréative
 - de conservation des communautés biotiques, etc...
- Participation aux recherches effectuées par le DRF/INRAN
 - Etude des plans de masse d'urbanisation.
 - Propositions de mesures préventives ou curatives :
écologiques, législatives, technologiques, financières
etc... pour une meilleure qualité de l'environnement.
 - Enquête sur les milieux d'influence (humain, économique,
naturel) pour une meilleure organisation de l'espace,
de l'habitat et une meilleure utilisation des ressources
naturelles principalement renouvelables.

En rapport avec l'Institut National de Recherches Agro-
nomiques, elle propose les programmes de Recherches Forestières.

- Application de mesure reposant sur des concepts éco-
logiques pour une planification intégrée des ressources
en tenant compte des stratégies globales et sectorielles
de développement national.
- Etablissement de rapport annuel - Partie Forêts et
Environnement.

Section Aménagement de la Faune et des Pêches

Domaine d'exécution : Gestion du capital faunique
Gestion des ressources halieutiques.

Attributions :

- Aménagements des pêcheries des Eaux libres et des
Eaux closes
- Organisation des pêcheurs en coopératives ou centres
communautaires en collaboration avec les organes de
crédits ou toute autre institution agréée.
- Recherches sur les milieux de production halieutique.
(Etude de tous les plans d'eau susceptibles d'aména-
gement piscicole).
- Vulgarisation d'engins ou de techniques perfectionnés
- Empoisonnement des plans d'eau.
- Définitions des règles d'exploitation rationnelle des
plans d'eau.
- Création d'unités de pisciculture intensive en cages
ou en bassin (dérivation ou barrage).

- Vulgarisation de procédés de traitement de conservation, de conditionnement, et de stockage du poisson.
- Formation des pêcheurs aux techniques nouvelles éprouvées.
- Etudes socio-économiques portant sur le milieu pêcheur :
 - Enquêtes cadres
 - " de capture
 - " économique.
- Préparation de la législation en matière de chasse et de pêche.
- Propositions de textes réglementaires d'application de la législation, et de révision des textes.
- Aménagement de la faune, gestion du capital faunique.
- Création d'aires de conservation : constitution du dossier de classement (parcs nationaux, réserves intégrales, et de tous autres sanctuaires utiles).
- Délimitation des zones d'intérêt cynégétique, création de réserve de chasse.
- Recherches visant à améliorer la production faunique et halieutique.
- Veiller à l'application des conventions.
- Etablissement du Rapport Annuel, Partie Aménagement de la Faune, Pêche et Pisciculture.

Section Protection de la Nature et du Contentieux

Domaine d'exécution : Lutte contre la chasse illégale
" " la pêche illégale
" " l'exploitation illégale des forêts
" " les pratiques de destruction de la nature

Attributions :

- Représentation du Service auprès des tribunaux comme partie civile et partie jointe au Ministère Public pour les infractions en matière de pêche, chasse et forêts.
- Veiller à l'application correcte des textes réglementaires et législatifs fixant le régime de la chasse, de la pêche et des forêts au Niger.

- Répression de tous les actes délictueux (Forêts-Chasse-Pêche) sanctionnés par les textes en vigueur.
- Transmission des états de recettes des départements au Ministère des Finances (Trésor).
- Tenue de contentieux au niveau central.
- Etablissement Rapport annuel Partie Contentieux.

Section Etudes Statistiques et Documentation

- Etude de tous les documents de projets et rédaction des projets définitifs.
- Etude de tout document technique soumis à examen à la Direction des Eaux et Forêts.
- Elaboration de documents techniques portant sur les résultats des travaux effectués.
- Etude des projets de convention de financement.
- Etablissement du rapport annuel de la Direction des Eaux et Forêts.
- Veiller au perfectionnement des agents par le maintien d'une information technique permanente.
- Procéder au recueil, au traitement et à l'analyse des données statistiques sur :
 - les produits et sous produits forestiers
 - " " " " " de la pêche
 - " " " " " de la chasse.
- Exécution de toute enquête statistique relevant du service des Eaux et Forêts.
- Compilation et analyse des données statistiques recueillies par les services compétents (statistiques nationales, Douanes et régies, etc...) sur les produits forestiers, les poissons, les produits de la chasse, importés ou exportés.
- Réception et classement des documents, archivage.
- Reproduction et diffusion de documents.
- Prêt à temps compté de documents.

REPUBLIQUE DU NIGER

LOI n° 59-19

du 10 décembre 1959

modifiant les taux des redevances dues à l'occasion de la délivrance des permis de coupe de bois

L'Assemblée législative a délibéré et adopté la loi dont la teneur :

ARTICLE PREMIER - Les taux des redevances dues à l'occasion de la délivrance des permis de coupe individuels et des permis de grande coupe de bois d'oeuvre sont fixés comme suit :

- Permis de coupe individuel gratuit
- Permis de grande coupe, valable un an ... 4.000 francs
- Redevance à percevoir par arbre abattu :

Noms commerciaux et botaniques

<u>Noms vernaculaires</u>		<u>Nom commun</u>	<u>Nom botanique</u>	<u>Prix unitaire (francs)</u>
<u>Djerma</u>	<u>Haoussa</u>			
Farey	Madotahii	Caïlcédrat	Khaya senegalensis	750
Sabouizé	Guigunia	Rônier	Borassus (mâle)	600
			flabellifer (femelle)	500
Tolo	Madobia	Vêne	Pterocarpus erinaceus	450
Falmey	Madjé-madjé	Santan	Daniella oliveri	400
Bani	Bagaroua	Gonakier	Acacia arabica	350
antou	Taoura	Madobo	Detarium senegalensis	400
Gao	Gao	Cadde	Faidherbia albida	450
Kangaou	Gorouba	Palmier doum	Hyphaene thebaica	350
			Anogeissus	300
			Autres arbres	250

Toutefois, les redevances prévues pour le rônier seront réduites de 30 % pour les arbres exploités dans la partie du cercle de Dosso située à l'est de la route de Dosso à Gaya, et au sud de la route de Dosso à Dogondoutchi.

ARTICLE 2 - Les taux des redevances dues à l'occasion de la délivrance des permis de coupe individuels et des permis de grande coupe de bois de service sont fixés comme suit :

- permis de coupe individuel gratuit
- permis de grande coupe, valable un an 4.000 F.
- Taxe par poteau, grosse perche et fourche de 10 à 20 cm de diamètre au gros bout 30 F./pièce
- Taxe par perche et fourche de 6 à 12 cm de diamètre au gros bout 15 F./pièce
- Taxe pour petites perches et gaullettes de moins de 6 cm au gros bout 15 F./fagot

ARTICLE 3 - Ne peuvent être coupés comme perches et fourches que les arbres mesurant moins de 20 cm de diamètre à 0,50 m du sol. Au-dessus de ce diamètre, la redevance est comptée par pied d'arbre aux tarifs de l'article premier.

ARTICLE 4 - Les taux de redevances dues à l'occasion de la délivrance des permis de coupe individuels et des permis de grande coupe de bois de chauffage et de bois de charbon sont fixés comme suit :

- permis individuel de petite coupe gratuit
- permis de grande coupe de bois de feu ou à charbon valable un an, pouvant se confondre avec un permis de grande coupe de bois de service 4.000 frs
- Taxe par stère de bois de feu coupé ou quintal de charbon fabriqué :
 - Bois de feu, y compris bois mort :
 - Domaine classé 30 frs
 - Domaine protégé 35 frs
 - Charbon de bois, le quintal métrique :
 - Domaine classé 35 frs
 - Domaine protégé 40 frs

ARTICLE 5 - La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 10 décembre 1959

Le président de l'Assemblée
législative

BOUBOU HASA

CAHIER DES CHARGES

des coupes de bois de feu et de Service,
bois à charbon et bois d'oeuvre dans le
Territoire du Niger

TERRITOIRE DU NIGER

EAUX-FORETS-CHASSES

ARTICLE PREMIER - Toutes les exploitations en forêts du domaine classé et protégé sont soumises aux prescriptions du décret du 4 juillet 1935 sur le régime forestier en A.O.F, de l'arrêté n° 2195/SE du 28 septembre 1935 fixant la limite Sud de la zone sahélienne et réglementant l'exploitation des forêts de l'arrêté n° 180/SF du 8 février 1950 fixant certaines conditions d'application du décret du 4 juillet 1935 dans le Territoire du Niger.

Formalités à accomplir avant toute exploitation

ARTICLE 2 - Les redevances prévues par l'arrêté n° 14/SF du 4 janvier 1951 doivent être versées avant toute exploitation :

- pour les permis de grande coupe :

à la caisse du Receveur des Domaines au vu d'un bulletin de liquidation délivré par le Chef du Service des Eaux et Forêts ;

- pour les permis de coupe individuels :

à la caisse du préposé du Trésor ou à l'agent spécial au vu d'un bulletin de liquidation délivré par les Commandants de cercle, Chefs de subdivision ou représentants du Chef du Service des Eaux et Forêts.

ARTICLE 3 - Au vu du récépissé de l'agent percepteur constatant le paiement des redevances correspondantes à la tranche d'exploitation envisagée, le Service des Eaux et Forêts, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, délimitera le périmètre à exploiter sur le terrain, le titulaire de la coupe fournissant gratuitement la main-d'oeuvre nécessaire à cette délimitation.

ARTICLE 4 - Les redevances versées et le périmètre à exploiter étant délimité le cas échéant, le titulaire de la coupe recevra un permis de coupe réglementaire (conformément à l'article 43 de l'arrêté 180/SF du 8 février 1950) qui lui permet d'entreprendre l'exploitation.

Modalités de l'exploitation

ARTICLE 5 - L'ébranchage, l'arrachage, la mutilation et l'abattage des essences ci-dessous désignées, est interdit, exception faite du nombre d'arbres nommément désignés dans le permis de coupe :

<u>Nom vernaculaire</u>	<u>Nom commun</u>	<u>Nom botanique</u>
Déligna(Dj) Akora (Ha)	le gommier	Acacia sénégai
Boulanga (Dj) Kadé (Ha)	le karité	Butyrospermum parkii
Sabouizé(Dj) Guiguinia (Ha)	le rônier	Borassus flabellifer
Farey(Dj) Madatchi (Ha)	le caillcedrat	Khaya senegalensis
Forgo(Dj) Kouria (Ha)	le kapokier	Bombax buonopozense
Toto(Dj) Madobi(Ha)	le vène	Pterocarpus erinaceus
Gao(Dj) Gao (Ha)	le gao	Faidherbia albida
Bossef (Dj) Samia (Ha)	le tamarinier	Tamarindus indica
Dosso (Dj) Doroa (Ha)	le néré	Parkia biglobosa
Bani(Dj) Bagaroua(Ha)	le gonakier	Acacia scorpioïdes et Nilotica
Kangaou(Dj) Garouba(Ha)	le doum	Hyphaene thebaïca

ARTICLE 6 - Dans certains cas, (arbres morts, dépérissants, tarés, etc...) l'exploitant titulaire de la coupe pourra être tenu de couper certains arbres mentionnés à l'article précédent et non nommément désignés dans son permis de coupe. Ces arbres seront marqués en abandon au préalable par le Service des Eaux et Forêts, en présence du titulaire de la coupe ou de son représentant. Mention en sera faite sur le permis de coupe.

ARTICLE 7 - Tous les arbres morts sur pied, autres que les essences désignées à l'article 5 seront débités tronc et cimier.

ARTICLE 8 - Pour toutes les coupes de bois de chauffage et de bois à charbon, sauf dispositions contraires mentionnées en annexe de ce cahier des charges, l'exploitation se fera à blanc-étoc pour toutes les essences autres que celles mentionnées à l'article 5.

Le Service des Eaux et Forêts pourra cependant, pour des raisons sylvicoles, marquer d'autres arbres en réserves. Ceux-ci ne devront être ni abattus, ni mutilés.

ARTICLE 9 - Pour toutes les essences, la coupe se fera rez-de-terre. En cas d'inobservation de cet article, l'exploitant sera mis en demeure, par lettre recommandée, de recéper tous les étocs. Si dans le délai de un mois, cette mise en demeure est restée sans effet, il sera fait application de l'article 12 de l'arrêté 2195/SE du 28 septembre 1935.

ARTICLE 10 - Tous les produits, sans exception, seront débités ou tronçonnés. Ils seront enstérés pour le bois de chauffage.

ARTICLE 11 - Les produits une fois exploités seront stockés à l'emplacement désigné sur le permis de coupe.

ARTICLE 12 - Les produits stockés seront réceptionnés par le Service des Eaux et Forêts ou son représentant, contradictoirement avec le titulaire du permis de coupe ou son représentant. Il sera alors remis un permis de circulation, détaché d'un carnet à souche, autorisant l'enlèvement des produits réceptionnés.

Clauses annexes

ARTICLE 13 - Le présent cahier des charges est complété par les clauses spéciales portées en annexe.

NIAMEY, le 3 juillet 1951
LE CHEF DU SERVICE DES EAUX ET FORETS.

Signé : J. JOUVANCEAU.
Inspecteur Principal
des Eaux et Forêts

LU ET APPROUVE :

NIAMEY, le 3 JUILLET 1951

POUR LE GOUVERNEMENT ABSENT,
LE SECRETAIRE GENERAL
CHARGE DE L'EXPEDITION DES AFFAIRES,

Signé : J. DURAND-VIEL

REPUBLIQUE DU NIGER

CONSEIL MILITAIRE SUPREME

ORDONNANCE N° 75-36

du 19 septembre 1975

instituant les redevances à percevoir à l'occasion des prestations de services sylvicoles par le personnel des Eaux et Forêts.

LE PRESIDENT DU CONSEIL MILITAIRE SUPREME, CHEF DE L'ETAT

VU la Proclamation du 15 avril 1974 ;

VU l'Ordonnance n° 74-1 du 22 avril 1974 portant suspension de la Constitution du 8 novembre 1960, fixant les attributions du Conseil Militaire Suprême et créant un Gouvernement Provisoire ;

LE Conseil des Ministres entendu ;

O R D O N N E

ARTICLE PREMIER - Les prestations fournies par les services sylvicoles et exécutées par le personnel spécialisé du service des Eaux et Forêts en matière de plantation, élagage, entretien des arbres et autres opérations similaires donnent lieu à la perception de redevances.

ARTICLE 2 - Les tarifs de redevances et les modalités de recouvrement seront fixés par décret sur proposition conjointe du Ministre de l'Economie Rurale et du Climat, et du Ministre des Finances.

ARTICLE 3 - Toutefois, lorsque le bénéficiaire est un établissement public fournissant la main-d'oeuvre et l'équipement nécessaires, l'encadrement technique est assuré gratuitement.

ARTICLE 4 - La présente ordonnance sera exécutée comme loi de l'Etat.

Pour Ampliation

Le Secrétaire Général

Du Gouvernement

Fait à Niamey, le 19 septembre 1975

Signé : Lt-Colonel SEYNI KOUNTCHE

MAMADOU MALLAM AOUAMI

REPUBLIQUE DU NIGER

DECRET N° 75-166/PCMS/MER/C

CONSEIL MILITAIRE SUPREME

du 19 septembre 1975

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE
ET DU CLIMAT

portant application de
l'Ordonnance N° 75-36
du 19 septembre 1975 insti-
tuant les redevances à
percevoir à l'occasion de
la prestation des services
sylvicoles par le personnel
des Eaux et Forêts.

MINISTERE DES FINANCES

LE PRESIDENT DU CONSEIL MILITAIRE SUPREME, CHEF DE L'ETAT.

VU la Proclamation du 15 avril 1974 ;

VU l'ordonnance n° 74-1 du 22 avril 1974 portant suspension
de la Constitution du 8 novembre 1960, fixant les attributions
du Conseil Militaire Suprême et créant un Gouvernement Provi-
soire ;

VU la Loi n° 61-32 du 19 juillet 1961 relative aux lois
des Finances ;

VU le Décret n° 75-23/PCMS/MER/C du 15 janvier 1975
déterminant les attributions du Ministre de l'Economie Rurale
et du Climat ;

VU l'Ordonnance n° 75-36 du 19 septembre 1975 fixant les
redevances à l'occasion des prestations des services sylvicoles
par le personnel des Eaux et Forêts ;

SUR le rapport du Ministre de l'Economie Rurale et du
Climat et du Ministre des Finances ;

LE Conseil des Ministres entendu ;

D E C R E T E

ARTICLE PREMIER - Les tarifs des redevances à percevoir à
l'occasion des prestations des services sylvicoles par le
personnel des Eaux et Forêts sont calculés par Homme et par heure
de travail (Hh) et sont fixés ainsi qu'il suit :

Main-d'oeuvre :	50 Frs par Hh
Encadrement technique :	
- Chef d'équipe (ouvrier spécialisé) :	85 Frs par Hh
- Agent forestier :	175 Frs par Hh

ARTICLE 2 - Le Ministre de l'Economie Rurale et du Climat
et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le
concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié
au Journal Officiel.

Pour Ampliation Fait à Niamey, le 19 septembre 1975

le Secrétaire Général
du Gouvernement

Signé : Lt-Colonel SEYNI KOUNTCHE

MAMADOU MALLAM AOUAMI

REPUBLIQUE DU NIGER

ARRETE N° 1/MER/C/EFC

CONSEIL MILITAIRE SUPREME

du 24 janvier 1976

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE
ET DU CLIMAT

Portant sur la délivrance des
permis d'exploitation du bois
ou de charbon

LE MINISTRE DE L'ECONOMIE RURALE ET DU CLIMAT p.i.

VU la Proclamation du 15 avril 1974 ;

VU l'Ordonnance n° 74-1 du 22 avril 1974 ;

VU le Décret n° 75-87/PCMS du 3 juin 1975 portant nomi-
nation des membres du Gouvernement Provisoire ;

VU la Loi n° 74-7 du 4 mars 1974 fixant le régime
forestier ;

VU l'Ordonnance n° 74-16 du 23 août 1974 modifiant et
complétant la loi n° 74-7 du 4 mars 1974 ;

VU le Décret n° 74-226/PCMS/MER/CAP du 23 août 1974 fixant
les conditions d'application de la loi n° 74-7 du 4 mars 1974 ;

- A R R E T E -

ARTICLE 1 - Le présent arrêté a pour but de faciliter la sur-
veillance et le contrôle de l'exploitation forestière par les
services compétents locaux et ne vise que l'exploitation soumise
au paiement de redevances.

ARTICLE 2 - Les permis d'exploitation de bois ou de charbon de
bois soumis au paiement de redevances doivent être délivrés
au niveau de l'arrondissement dans lequel s'effectuera ladite
exploitation.

ARTICLE 3 - Lorsque l'arrondissement intéressé n'est pas
suffisamment équipé pour délivrer les permis, c'est le respon-
sable forestier du département considéré qui en effectuera la
délivrance.

ARTICLE 4 - Le Directeur des Eaux et Forêts, Chasse et Pêche,
les Préfets, les Sous-préfets et Maires sont chargés chacun
en ce qui le concerne de l'application du présent arrêté qui
sera publié au Journal Officiel.

Ampliatiions :

P.C.M.S.....	1
M.F.....	1
Tous Préfets	7
Tous Sous-Préfets et Maires..	39
Archives.....	3

LE CHEF DE BATAILLON SORY MAMADOU DIALLO

Décret n° 59-203 M.F. fixant les tarifs de cession du bois de chauffage et du charbon de bois produits par les chantiers en régie du service des Eaux et Forêts.

LE PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES p.i

VU la Constitution de la République du Niger du 12 mars 1959 ;

VU la délibération du 21 février 1956, fixant le tarif de cession du bois de chauffage et du charbon de bois produits par les chantiers en régie du service des Eaux et Forêts ;

Sur le rapport conjoint du Ministre de l'Agriculture et des Forêts et du Ministre des Finances ;

Le Conseil des Ministres entendu,

D E C R E T E

ARTICLE 1 - A compter du 1er janvier 1960, le tarif de cession du bois de chauffage et du charbon de bois produits par les chantiers en régie du service des Eaux et Forêts, est fixé comme suit :

1. Bois de chauffage :

a) Gros bois :

- Sur la coupe, le stère..... 200 francs
- Livré à Niamey, le stère..... 500 "

b) Petit bois :

- Sur la coupe, le stère..... 130 francs

2. Charbon de bois (rendu Niamey), le kilo... 10 francs

ARTICLE 2 - Les perceptions donneront lieu à la délivrance des reçus extraits d'un quittancier à souches.

ARTICLE 3 - Le Ministre de l'Agriculture et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

Niamey, le 12 décembre 1959.

D.Y.MAIGA.

Pour le Président du Conseil des Ministres p.i. :

Le Ministre des Finances,

B. COURMO

Le Ministre de l'Agriculture et
des Forêts

M. MAIDAH.

REPUBLIQUE DU NIGER

LOI n° 62-28

du 4 août 1962

fixant le régime de la chasse.

VU la Constitution de la République du Niger du
8 novembre 1960 ;

L'Assemblée Nationale a adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la
teneur suit :

- CHAPITRE I - Généralités -

ARTICLE PREMIER - La présente loi a pour objet de définir la
réglementation de la chasse.

ARTICLE 2 - La chasse consiste soit dans la recherche, soit
dans la poursuite, soit dans la capture d'un animal sans proprié-
taire, vivant en état de liberté absolue.

ARTICLE 3 - Nul ne peut chasser s'il n'est pas bénéficiaire
du droit d'usage prévu à l'article 15 ou titulaire d'un permis
de chasse.

ARTICLE 4 - Il est institué trois sortes de permis de chasse :

- Les permis de chasse ou de capture scientifique ;
- Les permis de capture commerciale ;
- Les permis sportifs de chasse.

ARTICLE 5 - Le permis de chasse ou de capture scientifique
donne droit à son titulaire d'abattre ou de capturer, unique-
ment à des fins de recherche scientifique, certains animaux
définis en nombre et par espèce sur le permis lui-même. Il peut
être gratuit et peut s'exercer dans une réserve totale de faune
ou un parc national, et concerner des animaux intégralement pro-
tégés.

ARTICLE 6 - Le permis de capture commerciale est toujours
sujet au paiement préalable de redevances spéciales. Il ne
peut concerner ni les animaux intégralement protégés, ni ceux
qui se trouvent dans les réserves totales ou les parcs nationaux.
Il doit y être indiqué la durée de sa validité ainsi que les
espèces d'animaux qu'il concerne. Les animaux vivants capturés
peuvent faire l'objet de transactions commerciales.

ARTICLE 7 - Il existe quatre catégories de permis sportifs de chasse, à savoir :

- a) le permis sportif de petite chasse ;
- b) le permis sportif de moyenne chasse ;
- c) le permis sportif de grande chasse ;
- d) le permis sportif de passager.

Ces permis donnent le droit de chasser sur toute l'étendue du territoire de la République à l'exception des réserves totales de faune et des parcs nationaux.

Le permis sportif de petite chasse ne s'applique qu'aux espèces et animaux pour lesquels il n'est prévu aucune protection particulière. Les titulaires de permis sportifs de moyenne chasse, de grande chasse et de passager, outre les espèces d'animaux qui ne bénéficient pas d'une protection particulière, sont autorisés à chasser certains animaux de diverses espèces dans les limites prévues par l'annexe III.

ARTICLE 8 - Il ne peut être tué par un titulaire de permis sportif de chasse plus de deux animaux de chaque espèce dans la même semaine. Cette disposition ne concerne ni les permis de passager, ni les oiseaux non protégés, ni les rongeurs, ni les crocodiles, ni certains autres animaux nuisibles dont la liste sera établie par arrêté du Ministre de l'Economie Rurale.

ARTICLE 9 - Pour l'application de l'article 8, tout animal blessé comptera comme un animal tué.

ARTICLE 10 - A l'exception du permis de passager qui n'est valable que quarante cinq jours, les permis sportifs de chasse sont valables un an à compter de la date de leur délivrance. Les permis sportifs de chasse sont délivrés à titre onéreux.

ARTICLE 11 - Aucun permis de chasse ou de capture ne peut être délivré à quiconque n'est pas âgé de 18 ans révolus ou ne jouit pas de tous ses droits civils, civiques et de famille. Nul ne peut être titulaire de plus d'un permis de chasse à la fois.

ARTICLE 12 - Le permis de chasse est un titre strictement personnel. Il ne peut être ni prêté ni cédé à autrui.

ARTICLE 13 - Pour ce qui concerne la chasse avec une arme à feu, l'obtention du permis sportif de chasse est subordonnée à une autorisation préalable de port d'armes. Néanmoins, un permis de chasse pourra être accordé à des détenteurs d'armes blanches ou de jet dont le port n'est subordonné à aucune autorisation écrite préalable.

ARTICLE 14 - Par dérogation aux dispositions de l'article précécent les conjoints de toute personne autorisée régulièrement à détenir des armes à feu et les enfants mineurs de plus de dix-huit ans confiés à sa garde pourront, sous la responsabilité de cette personne, obtenir un permis de chasse.

ARTICLE 15 - Les titulaires de droits d'usage relatifs à la chasse consacrés par la coutume sont autorisés à chasser sans permis pour leur propre subsistance et celle de leur famille, en dehors des parcs nationaux et réserves de faune. Cette chasse ne peut se faire qu'à l'aide d'armes traditionnelles de fabrication locale détenues en conformité avec les règlements.

Elle ne peut concerner que des animaux non protégés, au sens des articles 16 et 17 pour lesquels il ne soit pas prévu de taxes d'abattage.

CHAPITRE 2 - Protection de la faune. -

ARTICLE 16 - Il est interdit, sauf aux porteurs de permis scientifiques de chasse ou de capture, d'abattre ou de capturer des animaux des espèces dont l'annexe I de la présente loi donne la liste.

Ces espèces sont dites "intégralement protégées".

ARTICLE 17 - D'autres espèces, désignées à l'annexe II, bénéficient de limitation d'abattage et de capture et sont dites "partiellement protégées".

ARTICLE 18 - L'Annexe III fixe, pour chaque catégorie de permis, les latitudes maximales d'abattage applicables à chacune des espèces partiellement protégées.

ARTICLE 19 - Des taxes de capture ou d'abattage sont perçues pour certaines espèces définies par la loi.

ARTICLE 20 - Les périodes de fermeture de la chasse applicables aux différentes espèces seront fixées par décret. Elles peuvent varier selon les régions et l'espèce animal considérées. A titre exceptionnel, ces périodes pourront s'étendre sur plus d'une année.

ARTICLE 21 - Les réserves de faunes sont créées par décret. Elles peuvent être totales ou partielles. En réserve totale tout acte de chasse est interdit, sauf à certains porteurs de permis scientifique de chasse ou de capture.

En réserve partielle, la chasse subit des restrictions particulières quant aux catégories de permis, aux espèces d'animaux, aux latitudes d'abattage et aux périodes d'ouverture et de fermeture.

ARTICLE 22 - A titre transitoire et jusqu'à parution du décret d'application correspondant, les réserves de faune existant à la date d'entrée en vigueur de la présente loi bénéficieront à compter de cette même date du statut de réserve total.

ARTICLE 23 - Sont interdits :

- la poursuite, l'approche à portée de tir, dont la définition sera donnée par décret, le tir du gibier en véhicules ou bateaux à moteur ou en aéronef,
- les battues au moyen de feux,
- la chasse à l'aide de drogues, d'appâts empoisonnés, d'explosifs, de fusils fixes, de pièges, de filets ou de fosses, mais non la chasse à l'aide de flèches ou de harpons empoisonnés,
- la chasse de nuit à l'aide d'engins éclairants,
- la chasse de nuit à l'aide d'armes à feu.

Toutefois, les titulaires de permis scientifiques de chasse ou de capture, ou de permis de capture commerciale, peuvent être autorisés à chasser de nuit et à utiliser des drogues, pièges, filets, fosses ou engins éclairants dans les limites prévues par voies réglementaires.

De même, l'emploi d'engins éclairants pourra être autorisé pour la chasse au crocodile faite de nuit.

Enfin, l'emploi de pièges ou de poison pourra être autorisé pour la défense immédiate des cultures et des récoltes prévues au Chapitre IV.

ARTICLE 24 - Le commerce et la détention de pièges et engins éclairants susceptibles d'être utilisés pour la chasse feront l'objet d'une réglementation spéciale.

ARTICLE 25 - Il est interdit d'utiliser pour la chasse :

- les armes à feu à répétition automatique ;
- les armes et munitions de guerre ;
- les armes et munitions qui ne seraient pas portées et détenues en conformité avec la loi.

ARTICLE 26 - La légitime défense prévue à l'article 29 ne pourra être admise en faveur des photographes, des opérateurs de cinéma ou de leurs assistants qui, à l'occasion de prises de vues auraient blessé ou abattu des animaux protégés, soit du fait de l'espèce à laquelle ils appartiennent, soit du fait de l'existence d'une réserve au lieu considéré.

Ces dispositions ne jouent pas pour les prises de vues ayant fait l'objet d'une autorisation préalable du Ministre chargé de la chasse.

- CHAPITRE III - Guides de chasse -

ARTICLE 27 - Est réputé guide de chasse quiconque organise à titre onéreux pour le compte d'autrui des expéditions de chasse ou de capture.

L'exercice de la profession de guide de chasse est soumis à l'obtention préalable d'une licence annuelle spéciale délivrée par le Président de la République, dont le tarif de redevances sera fixé par la loi.

Cette licence ne peut être accordée qu'à des chasseurs d'une honorabilité et d'une compétence reconnues et jouissant de tous leurs droits civils, civiques et de famille.

Elle ne vaut pas permis de chasse.

Elle pourra être retirée à tout moment à son titulaire s'il est prouvé qu'il a chassé ou fait chasser ses clients en contravention avec les règlements, sans préjudice des pénalités prévues au chapitre VII suivant la nature du délit commis par lui ou par ses clients ou s'il se rend coupable d'un délit de droit commun.

Elle sera retirée obligatoirement dans le cas de récidive.

Les guides de chasse seront responsables des expéditions organisées par eux-mêmes.

- CHAPITRE IV - Protection des personnes et des biens -

ARTICLE 28 - Le Ministre chargé de la chasse peut autoriser, à titre temporaire et exceptionnel, la poursuite ou l'abattage d'animaux protégés ou non qui constituent un danger réel et imminent pour la population, ou causeraient des dégâts importants aux biens publics ou privés.

ARTICLE 29 - Aucune infraction ne pourra être relevée contre quiconque fait ou a fait acte de chasse indûment mais dans la nécessité immédiate de sa défense, de celle d'autrui ou de celle de son cheptel ou de sa récolte.

La preuve de la légitime défense prévue à l'alinéa précédent doit toutefois être fournie aux agents de l'administration par l'intéressé lui-même dans le mois qui suit l'acte de chasse.

Les dépouilles et trophées recueillis en ce cas doivent être remis à l'administration.

- CHAPITRE V - Produits de la chasse -

ARTICLE 30 - Il est interdit au détenteur d'un permis de chasse de vendre, d'échanger ou de céder contre une rémunération quelle que soit la viande procurée par la chasse.

ARTICLE 31 - Les titulaires de permis sportifs ou scientifiques peuvent librement disposer des dépouilles ou trophées des animaux qu'ils ont abattus régulièrement.

Constituent des dépouilles ou trophées au sens de la présente loi, tous les restes d'animaux autres que la viande de consommation et tout objet confectionné avec ces restes sans qu'ils aient perdu leur identité d'origine.

ARTICLE 32 - L'importation, la cession, l'achat, la détention et l'exportation de tout animal sauvage ou de ses trophées ou dépouilles seront réglementés par décret.

La circulation de la viande de chasse sera réglementée par les textes d'application de la présente loi.

ARTICLE 33 - Il est interdit de s'approprier les trophées ou dépouilles trouvés en brousse ou provenant d'un abattage en légitime défense.

Ces dépouilles doivent être remises au premier centre administratif atteint.

L'administration est tenue de verser au déposant une prime correspondant au tiers de la valeur mercuriale de toute dépouille trouvée qui lui sera remise.

- CHAPITRE VI - Poursuites en enquêtes -

ARTICLE 34 - Les infractions en matière de chasse et de capture d'animaux sauvages sont recherchées et poursuivies en conformité avec les dispositions du code pénal et du code de procédure pénal et selon les dispositions ci-dessous.

ARTICLE 35 - Les délits ou contraventions en matière de chasse sont prouvés soit par les procès-verbaux ou rapports, soit par des témoins.

ARTICLE 36 - Les procès-verbaux dressés par un agent assermenté font foi jusqu'à preuve du contraire.

Il ne font foi qu'à titre de simple renseignement quand ils sont dressés sur le rapport d'un indicateur.

ARTICLE 37 - Les agents des Eaux et Forêts et chasses non assermentés conduisent tout individu surpris en flagrant délit devant l'officier de police judiciaire ou l'agent des Eaux et Forêts et chasse assermenté le plus proche qui dresse procès-verbal.

ARTICLE 38 - Nul ne peut exciper de son ignorance en matière zoologique ou en engins ou armes ou procédés de chasse pour se justifier d'avoir tué, tiré ou capturé un animal sauvage ou des trophées ou dépouilles en contravention avec la loi.

ARTICLE 39 - Est présumé avoir contrevenu aux dispositions de la présente loi :

Quiconque a été trouvé, en quelque temps et quelque lieu que ce soit, en possession de tout ou partie d'un animal sauvage vivant ou mort pour l'abattage ou la capture duquel il ne peut exhiber un permis, une autorisation ou toute autre preuve justificative.

Quiconque en zone de limitation ou de taxation d'abattage est trouvé à bord d'un véhicule automobile avec une arme à feu pouvant servir à la chasse dont le tonnerre ou le magasin contiennent des munitions,

Quiconque circule de nuit, hors des limites d'une agglomération, d'une propriété privée close ou d'une exploitation minière en profondeur, en possession d'une arme susceptible d'être utilisée pour la chasse en même temps que d'un engin éclairant classé par les règlements dans la catégorie des dispositifs lumineux susceptibles d'être utilisés aussi pour la chasse.

Quiconque est trouvé en possession d'un piège en contravention avec les règlements.

La preuve du contraire pourra être apportée.

ARTICLE 40 - Tous les délits prévus par la présente loi seront poursuivis d'office par le Ministère Public, sans préjudice du droit conféré aux parties lésées par le code de procédure pénale.

Les officiers forestiers ont le droit d'exposer l'affaire devant le tribunal et sont entendus à l'appui de leurs conclusions. Ils siègent à la droite du procureur et des substituts et assistent à l'audience en uniforme et découverts.

ARTICLE 41 - Le Ministre chargé de la chasse ou son délégué est autorisé à transiger en matière de chasse avant et après le jugement définitif.

Dans ce dernier cas, la transaction ne peut porter que sur les amendes, restitutions, frais et dommages-intérêts.

- CHAPITRE VII - Pénalités -

ARTICLE 42 - Les infractions à la présente loi et aux textes pris pour son application sont punies d'un emprisonnement de six jours à un an et d'une amende de six mille à deux cent mille francs ou de l'une de ces peines seulement.

La confiscation des dépouilles ou animaux capturés et des engins prohibés sera ordonnée dans tous les cas.

La confiscation des engins prohibés et des armes véhicules ou autres moyens de transport, et des animaux ayant servi directement à commettre le délit sera, en outre, obligatoirement prononcée dans les cas prévus aux articles 16, 20, 21, 30 et 32 ou en cas d'abattage d'une femelle de mammifère mentionné aux annexes II et III.

La confiscation est facultative dans tous les autres cas.

Lorsque les objets susceptibles de confiscation n'ont pu être saisis, le tribunal prononce, pour tenir lieu de confiscation, la condamnation au paiement d'une somme égale à la valeur représentée par lesdits objets.

ARTICLE 43 - En cas de récidive, ou de chasse en réserve totale ou en période de fermeture, les peines prévues à l'article 42 peuvent être assorties de la déchéance des permis et, éventuellement, de la privation temporaire de tout autre permis ou licence.

La privation totale du permis ou de licence de chasse ou de capture ne pourra être prononcée par le Tribunal pour une période supérieure à cinq ans dans tous les cas.

ARTICLE 44 - Le Ministre chargé de la chasse ou son délégué sont habilités à réclamer des réparations civiles pour tout dommage causé à la faune.

- CHAPITRE VIII - Immunités, sauvegardes et obligations des agents chargés de la surveillance de la chasse -

ARTICLE 45 - Les agents chargés de la protection de la faune et de la surveillance de la chasse et porteurs d'une commission sont sous la sauvegarde spéciale de la loi.

Il est défendu à toute personne :

1°/ De les injurier, les maltraiter, les menacer dans l'exercice de leurs fonctions ;

2°/ De s'opposer à cet exercice.

ARTICLE 46 - En vue de la recherche de la fraude en engins et produits de chasse, les agents des Eaux et Forêts et chasse en uniforme peuvent procéder à la visite des véhicules et autres moyens de transport.

ARTICLE 47 - Tout conducteur d'un véhicule ou d'un autre moyen de transport ou d'un animal de bât est tenu de se soumettre aux injonctions d'arrêt des agents des Eaux et Forêts et chasse en uniforme.

ARTICLE 48 - Les agents des Eaux et Forêts et chasses ont droit au port d'armes dans l'exercice de leurs fonctions.

Ils ont le droit de faire usage de leurs armes en cas de légitime défense.

ARTICLE 49 - Dans tous les cas où il y a matière à confiscation, les procès-verbaux constatant l'infraction comporteront saisie desdits objets.

ARTICLE 50 - Les présidents des tribunaux pourront donner main-levée provisoire des objets saisis, sous réserve du paiement des frais de séquestre et moyennant une bonne et valable caution, si ces objets ne sont pas susceptibles de la confiscation obligatoire prévue à l'article 42.

ARTICLE 51 - Sont abrogées toutes dispositions contraires antérieures.

ARTICLE 52 - Sont protégés intégralement pour une période de deux ans les animaux des espèces figurant à l'Annexe II bis.

A l'expiration de cette période, cette protection totale pourra être renouvelée une ou plusieurs fois pour une nouvelle période de deux ans par décret pris en conseil des Ministres.

Dans le cas contraire, les animaux figurant à l'Annexe II bis jouiront automatiquement de la même protection que ceux que l'Annexe II.

ARTICLE 53 - Des décrets pris en conseil des Ministres détermineront les conditions d'application de la présente loi.

ARTICLE 54 - La présente loi sera publiée suivant la procédure d'urgence et au Journal Officiel de la République du Niger et exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Niamey, le 4 août 1962

Pour Ampliation
Le Secrétaire Général
du Gouvernement

Signé : DIORI HAMANI

p.c.c.

Signé : L. LOUBET

Niamey, le 6 septembre 1962
Le Chef de Service Forestier

J. MARIN

A N N E X E . I .

Liste des animaux protégés de façon absolue et dont la chasse et la capture, y compris celle des jeunes ou des oeufs, sont par conséquent interdites, sauf aux porteurs de permis scientifiques.

1. Mammifères

Lamantin.....	Trichechus senegalensis
Orycterope.....	Orycheropus afer
Tout éléphant dont la moyenne de poids des 2 pointes est infé- rieure à 5 kgs et tous les élé- phants de la rive gauche du fleuve.....	Loxodonta africana
Girafe.....	Girafa camelopardalis

Les femelles des mammifères qui figurent à l'Annexe II et à l'Annexe III.

Tous les mammifères d'espèces introduites au Niger et désignées à cet effet par décret.

2. Oiseaux

Bec en sabot.....	Balaeniceps rex
Comatibis chevelu.....	Comatibis eremita
Messenger serpentinaire.....	Sagittarius serpentarius
Tous les vautours	
Tous les oiseaux d'espèces introduites au Niger et désignées à cet effet par décret.	

A N N E X E II

Liste des animaux protégés de façon partielle et dont la chasse et la capture, y compris celle des jeunes ou des oeufs, ne sont autorisées dans certaines limites qu'aux porteurs de permis sportifs de moyenne ou de grande chasse ou de passager et aux porteurs de permis scientifiques de chasse ou de capture.

1. Mammifère

Buffle.....	Syncerus caffer
Hippopotame.....	Hippopotamus amphibius
Hippotrague.....	Hippotragus equinus
Bubale rouge.....	Bubalis major
Bubale noir.....	Bubalis lelwel
Damalisque.....	Damaliscus Korrigum
Waterbuck.....	Cobus defassa
Cob des oiseaux.....	Cobus redunca
Cob de buffon.....	Adenota kob kob
Guib harnaché.....	Tragelaphus Soriptus
Céphalophe rouge.....	Cephalophus rufilatus

2. Oiseaux

Aigrette garzette.....	Egretta garzetta
Aigrette intermédiaire.....	Mosophoyx intermedia
Grande aigrette.....	Casmerodus albus
	Melanorhynchus
Jabiru.....	Ephippiorhynchus
	Senegalensis
Marabout.....	Leptodilus crumeniferus
Grand calao d'Abyssinie.....	Bucorvus abyssinicus
Pélican.....	Pelecanus onocrotalus.

A N N E X E II bis

Liste des animaux protégés totalement pour une période de 2 ans renouvelable par l'article 53 :

1. Mammifères

Elephant.....	Loxodonta africana
Mouflon à manchettes.....	Ammotragus lervia
Addax.....	Addax nasomaculatus
Oryx.....	Aégoryx alga zel
Gazelle Dama ou biche Robert....	Gazelle dama
Guépart.....	Acinoryx jubatus

2. Oiseaux

Autruche.....	Strutio Camelus
---------------	-----------------

A N N E X E III

LATITUDES MAXIMALES D'ABATTAGE

Peuvent être abattus dans les conditions fixées par les articles 7 et 8 de la présente loi, sous réserve des limitations prévues à l'article 52, ainsi que des limitations ultérieures fixées par les textes d'application, le nombre maximal de mâles adultes de chaque espèce donné par le tableau ci-dessous pour chaque sorte de permis de chasse :

Les femelles des mammifères qui figurent dans cette liste sont intégralement protégées.

Permis sportif de

Espèce animale	Permis moyen	Permis sportif de	
		grde chasse	passager
Buffle.....	2	3	2
Hippopotame.....	1	1	1
Mouflon (1).....	2	3	2
Addax (1).....	0	1	0
Oryx (1).....	1	2	1
Guépard (1).....	0	1	1
Hippotrague.....	2	4	2
Biche Robert ou			
Gazelle dama (1).....	2	4	2
Bubale (variétés confondues)	2	4	2
Damalisque.....	1	2	2
Waterbruck.....	1	3	1
Cob de Buffon.....	1	2	1
Cob Redunca.....	2	3	2
Aigrette intermédiaire..	2	4	2
Aigrette garzette.....	2	4	2
Grande aigrette.....	2	4	2
Marabout.....	2	4	2
Jabiru.....	2	4	2
Grand calao d'Abyssinie.	2	4	2
Pélican.....	2	4	2
Eléphant sous les			
réserves prévues aux			
annexes précédentes (1).	0	1	0
Autruche (1).....	2	4	4

(1) Espèces intégralement protégées pour une période de deux ans conformément à l'Article 53.

A N N E X E III

LATITUDES MAXIMALES D'ABATTAGE

Peuvent être abattus dans les conditions fixées par les articles 7 et 8 de la présente loi, sous réserve des limitations prévues à l'article 53, ainsi que des limitations ultérieures fixées par les textes d'application, le nombre maximal de mâles adultes de chaque espèce donné par le tableau ci-dessous pour chaque sorte de permis de chasse :

Les femelles des mammifères qui figurent dans cette liste sont intégralement protégées.

Espèce animale	Permis moyenne chasse	Sportif de grande chasse	Passager
Buffle.....	2	3	2
Hippopotame.....	1	1	1
Hippotrague.....	2	4	2
Bubale (variétés confondues)	2	4	2
Damalisque.....	1	2	2
Waterbruck.....	1	3	1
Cob de Buffon.....	1	2	1
Cob redunca.....	2	3	2
Aigrette intermédiaire.....	2	4	2
Aigrette garzette.....	2	4	2
Grande aigrette.....	2	4	2
Marabout.....	2	4	2
Jabiru.....	2	4	2
Grand Calao d'Abyssinie.....	2	4	2
Pélican.....	2	4	2

- (1) Espèces intégralement protégées pour une période de deux ans conformément à l'Article 53.

4676 S.E. ARRETE portant classement en forêt domaniale et en réserve de faune, dite "Réserve de faune du W du Niger" (Cercle de Niamey) (Niger).

LE HAUT-COMMISSAIRE DE LA REPUBLIQUE, GOUVERNEUR
GENERAL DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE, COMMANDEUR DE
LA LEGION D'HONNEUR

VU le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement Général de l'Afrique Occidentale Française, et tous actes modificatifs subséquents ;

VU le décret du 4 juillet 1935, fixant le régime forestier en Afrique Occidentale Française ;

VU le décret du 15 novembre 1935, portant réglementation des terres domaniales en Afrique Occidentale Française ;

VU le décret du 18 novembre 1947, réglementant l'exercice de la chasse dans les territoires relevant du Ministère de la France d'Outre-Mer ;

VU l'arrêté général d'application n° 5661 S.E du 14 décembre 1948 ;

VU le Procès-verbal n° 615 S.F du 17 novembre 1952 de la Commission de classement ;

VU le Procès-Verbal n° 211 S.F du 30 avril 1953 de la Commission de classement ;

Sur la proposition du Gouverneur du Niger,

A R R E T E :

ARTICLE PREMIER - Est constituée à la fois en forêt domaniale classée et en réserve totale de faune, dite "Réserve totale de faune du W du Niger" d'une superficie de 330. 000 hectares environ, la zone située dans le Cercle de Niamey et délimitée comme suit :

soit :

- A. Le point où la rivière Tapoa coupe la frontière entre le Territoire de la Haute-Volta et celui du Niger pour entrer dans le Territoire du Niger ;
- B. Le confluent de la rivière Tapoa dans le Niger ;
- C. Le confluent de la rivière Mékrou dans le Niger ;
- D. Le point de convergence des frontières respectives entre les trois territoires du Niger, du Dahomey et de la Haute-Volta.

Les limites de la réserve sont les suivantes :

- Au nord : la rive gauche de la rivière Tapoa, de A à B ;
- A l'est : le milieu du fleuve Niger ou le milieu de son bras gauche lorsqu'il est divisé par des îles, de B à C ;
- Au sud : la frontière entre le Territoire du Niger et celui du Dahomey, de C à D ;
- A l'ouest : la frontière entre le Territoire du Niger et celui de la Haute-Volta, de D à A.

ARTICLE 2 - La réserve totale de faune du W du Niger est affranchie de tous droits d'usage en vue de sa constitution en parc national.

ARTICLE 3 - L'exploitation des mines de jaspe de Nattangou, située à l'intérieur de l'aire de protection, se fera de la façon suivante :

1. Seuls les chefs de famille inscrits comme mineurs sur les registres de recensement de Moli-Haoussa, ayant un puit d'extraction en cours d'exploitation au moment du classement de la réserve, pourront continuer leur exploitation.
2. La période d'extraction de jaspe est fixée du 1er novembre au 31 mai, période en dehors de laquelle les mineurs ne seront pas autorisés à pénétrer dans la réserve ;
3. La chasse est strictement interdite aux mineurs.
4. L'accès aux mines ne pourra se faire que par la piste coutumière passant au sommet des chutes de la Tapoa et longeant cette rivière jusqu'aux puits.

ARTICLE 4 - La répression des infractions aux prescriptions du présent arrêté s'effectuera conformément aux prescriptions du titre V du décret du 4 juillet 1935 et du chapitre IX du décret du 18 novembre 1947.

ARTICLE 5 - Le Gouverneur du Niger est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 25 juin 1953

Pour le Haut-Commissaire et par
délégation
Le Gouverneur Secrétaire Général

LE LAYEC.

REPUBLIQUE DU NIGER
ASSEMBLEE LEGISLATIVE

LOI N° 59-17 du 8 décembre 1959
portant établissement ou modification des droits à percevoir en matière de chasse et de capture d'animaux sauvages.

VU la Constitution du Niger,

VU la délibération du 1er novembre 1949, rendue exécutoire par arrêté local n° 616 du 20 avril 1950, fixant les taux à percevoir à l'occasion de la délivrance des permis de chasse, patentes spéciales et droit complémentaires,

L'Assemblée Législative a adopté,

Le Président du Conseil des Ministres a promulgué la Loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER - A compter du 1er janvier 1960, les redevances à percevoir en matière de chasse et de capture d'animaux sauvages sont définies aux articles ci-dessous.

ARTICLE 2 - Les taux des redevances à percevoir à l'occasion de la délivrance des permis de chasse sont fixés comme suit :

1 - Permis de chasse valable 1 an.....	1.100
2 - Permis de moyenne chasse, valable 1 an (Catégorie A, résident.....	6.000
(Catégorie B, non résident..	8.000
3 - Permis de grande chasse, valable 1 an (Catégorie A, résident.....	15.000
(Catégorie B, non résident..	20.000
4 - Permis spécial de passager, valable 1 mois.....	6.000

ARTICLE 3 - Sans que cela ait pour effet d'augmenter les latitudes applicables à chaque catégorie de permis, il est dû des taxes complémentaires d'abattage ou de capture pour les espèces suivantes :

- Eléphant : 1° animal.....	8.000
2ème "	15.000
3ème "	25.000
- Buffle, Hippotrague, Damalisque, Oryx, Addax, Cob Onctueux :	
1° animal.....	1.000
2ème "	3.000
3ème "	5.000

- Bubale, Cob Redunca, Guib,	
Gazelle Dama :	
1 ^o animal.....	1.000
2 ^{ème} "	2.000
3 ^{ème} "	3.000
- Hippopotame, chaque animal, dans la	
zone de protection spéciale plus bas	
et sur le Niger entre le Goroubi et la	
Mékrou.....	10.000
Ailleurs.....	5.000
- Mouflon :	
1 ^o animal.....	8.000
2 ^{ème} "	12.000
- Guépard.....	
	3.000
- Cob Buffon et Phacochère :	
1 ^o animal.....	1.000
2 ^{ème} "	2.000
3 ^{ème} "	3.000
4 ^{ème} "	4.000
5 ^{ème} "	5.000
suivants	
- Lion.....	
	5.000

Toutefois, les taxes ci-dessus ne s'appliquent pour le lion, le phacochère et la gazelle rufifrons que dans la zone de protection spéciale comprise entre le fleuve Niger, le Goroubi, la piste de Say à Botou, la frontière de la Haute-Volta et le Parc National du "W"

Dans la zone ainsi définie tout animal blessé compte pour un animal tué, ainsi que sur le cours du Niger entre le Goroubi et la Mékrou.

Les taxes d'abattage sont applicables pour les animaux tués par des chasseurs porteurs de permis délivrés, dans les Etats où est reconnue la validité des permis délivrés au Niger et qui, en contre partie, sont autorisés à chasser au Niger.

Pour la détermination du rang, à l'intérieur de chaque espèce, des animaux dont le tir ou la capture entraîne le versement de taxes progressives, on tiendra compte des animaux de même espèce tués ou blessés dans les zones de protection spéciale où ont été instituées des taxes analogues en Haute-Volta et au Dahomey.

Pour le lion, le phacochère et la gazelle rufifron on ne tiendra pas compte des animaux tués au Niger en dehors de la zone de protection spéciale qui a été définie plus haut.

Pour l'éléphant on tiendra compte de tous les animaux tués dans un état où les permis de chasse délivrés au Niger valent permis délivré dans cet état.

ARTICLE 4 - Le taux de redevances à percevoir pour la délivrance des licences de guides de chasse est fixé comme suit :

- | | |
|---|--------|
| - Licence annuelle valable pour un cercle | 3.000 |
| - Licence annuelle valable pour l'Assemblée du Niger et pour les états qui en reconnaissent la validité | 15.000 |

ARTICLE 5 - Le taux de redevances à percevoir en matière de capture scientifique ou commerciale d'animaux sauvages est fixé comme suit :

- | | |
|---|--------|
| - Permis scientifique de chasse et de capture valable un an | 15.000 |
| - Permis de capture commerciale (Patente annuelle) : | |
| Pour les animaux protégés..... | 15.000 |
| Pour les animaux non protégés..... | 6.000 |
| - Permis d'oisellerie..... | 3.000 |

Droits complémentaires de capture (par animal) :

- | | |
|---|--------|
| - Pour les animaux intégralement protégés : | |
| Mammifères..... | 15.000 |
| Oiseaux..... | 1.000 |
| - Pour les autruches..... | 1.000 |
| - Pour les autres oiseaux partiellement protégés..... | 500 |

En ce qui concerne les autres animaux, les dispositions prévues à l'abattage s'appliquent aux droits complémentaires de capture pour les mêmes espèces, selon les mêmes tarifs et en tenant compte des mêmes zones.

ARTICLE 6 - La présente loi qui aura effet pour compter du 1er janvier 1960 sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au Journal Officiel de la République du Niger.

P.C.C.

Fait à Niamey, le 8 décembre 1959

LE PRESIDENT DE
L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE

BOUBO HAMA

GOUVERNEMENT GENERAL
de l'A.O.F.
DIRECTION GENERALE DES
SERVICES ECONOMIQUES
FORETS

Arrêté N°6907 SE.F.
du 16 août 1956 fixant les
modalités d'application en
A.O.F. de l'article 2 du
décret n° 54-471 du 27 avril
1954 et relatif à la police
des Réserves Naturelles
Intégrales et Parcs Nationaux
en A.O.F.

Le Haut-Commissaire de la République
Gouverneur Général de l'A.O.F.
Officier de la Légion d'Honneur

VU Le décret du 18 Octobre 1904 réorganisant le Gouverne-
ment Général de l'A.O.F. et les actes subséquents qui
l'ont modifié ;

VU La loi du 10 décembre 1937 portant approbation de la
Convention Internationale pour la protection de la
faune et de la flore en Afrique adoptée par la Confé-
rence internationale Londres le 8 novembre 1933
ensemble le décret du 31 mai 1938 ratifiant la dite
convention ;

VU Le décret du 27 avril 1954 relatif à la protection de
la Nature dans les Territoires africains relevant du
Ministère de la France d'Outre-Mer ;

VU L'arrêté Ministériel du 11 février 1948 portant créa-
tion d'un organisme de coordination scientifique en
Afrique Noire ;

VU Le décret du 3 mai 1945 relatif aux pouvoirs de police
des Gouverneurs Généraux, Gouverneurs Résidents supé-
rieurs et Chefs de Territoire ;

VU L'avis émis par le Grand Conseil dans sa séance du
18 novembre 1955 ;

VU L'approbation ministérielle donnée par lettre N° 2078
AG/F du 27 juin 1956 ;

ARTICLE PREMIER - Pour l'application du présent arrêté, ne peuvent
être considérés comme réserves naturelles intégrales ou comme
Parcs Nationaux que les terrains classés comme tels par décret
pris sur le rapport du Ministre de la France d'Outre-Mer après
observation de la procédure de classement prévue pour les forêts
classées.

Réserves Naturelles Intégrales

ARTICLE 2 - La pénétration dans les réserves naturelles intégrales est interdite à qui que ce soit. Leur survol à une altitude inférieure à 2.000 mètres est également interdit. Il ne sera fait d'exception à cette règle qu'à des fins scientifiques.

L'Institut Français d'Afrique Noire, représentant en A.O.F. du Muséum National d'Histoire Naturelle, est chargé de l'exploitation scientifique des réserves naturelles intégrales consistant essentiellement dans l'inventaire de leur flore et de leur faune, leur étude et celle de leur évolution spontanée. A ce titre toute personne relevant de cet organisme recevra l'autorisation permanente de pénétrer dans les réserves naturelles, sous réserve d'en rendre compte au Conservateur des Réserves naturelles.

Des autorisations de pénétrer pourront être accordées à d'autres organismes ou à des missions scientifiques après avis du Conservateur des réserves naturelles et des Parcs Nationaux de l'A.O.F. et du Directeur de l'Institut Français d'Afrique Noire. Ces autorisations, délivrées par écrit par le Gouvernement Général, fixeront la durée du séjour sur les réserves, les modalités de circulation et de campement, la possibilité ou non de récolter des échantillons.

Dans tous les cas les bénéficiaires de ces autorisations de pénétrer devront respecter intégralement la flore et la faune des réserves et n'apporter d'autre trouble à l'état de nature que celui résultant de leur passage.

Quand elles auront été autorisées, les récoltes d'échantillons minéraux ne devront pas modifier apparemment l'état des lieux, celles d'échantillons botaniques devront se limiter aux organes nécessaires à l'identification des plantes ; les captures d'animaux ne pourront s'effectuer qu'en vertu d'un permis scientifique et ne pourront en aucun cas donner lieu à l'usage d'armes à feu.

Le Directeur de l'I.F.A.N. sera consulté préalablement à tout changement de destination d'une partie de ces réserves.

Parcs Nationaux

ARTICLE 3 - Sous réserves des dispositions de l'article 4, il est interdit de pénétrer dans les Parcs Nationaux, exception faite pour les officiers de police judiciaire et les médecins en service dans les circonscriptions administratives dont relèvent les aires de protection, les fonctionnaires en mission (et en particulier le personnel de l'Institut Français d'Afrique Noire), le personnel de gestion, de surveillance ou de gardiennage.

Des autorisations gratuites de pénétrer pourront être délivrées par les Chefs de Territoire après avis du Conservateur des réserves naturelles et Parcs Nationaux de l'A.O.F. pour des motifs tels qu'études scientifiques, sanitaires et de prophylaxie humaine ou animale, travaux d'aménagement.

ARTICLE 4 - Les personnes désirant pénétrer dans les parcs nationaux pour les visiter dans un but touristique seulement devront être munies d'un "permis" de visite, lequel donne accès aux campements organisés pour le séjour dans les parcs nationaux.

ARTICLE 5 - Ces permis sont délivrés dans les territoires dont relèvent les parcs nationaux par les chefs des services des Eaux et Forêts ou leurs représentants.

Leur délivrance donnera lieu au paiement préalable d'une redevance, perçue au profit des budgets locaux, dont le mode d'assiette, les règles de perception et les tarifs seront fixés par délibération des Assemblées locales des Territoires du groupe, prises comme en matières fiscales.

ARTICLE 6 - La recherche, la poursuite, l'abattage, le piégeage, la capture de tous animaux, la destruction de leurs gîtes terriers ou nids, le ramassage des oeufs, tous actes susceptibles de nuire à la végétation spontanée ou de la dégrader sont interdits sur toute l'étendue des parcs nationaux, sauf autorisations spéciales et nominatives délivrées par les Chefs de Territoires après avis des Chefs des services locaux des Eaux et Forêts uniquement pour des fins scientifiques ou de prophylaxie humaine ou animale.

ARTICLE 7 - En dehors du cas qui précède sont interdits

- 1 - à l'intérieur des parcs nationaux la détention et le port de toute arme quelle qu'elle soit ;
- 2 - sur les routes servant de limites à ces parcs le port de toute arme chargée.

ARTICLE 8 - A l'intérieur des parcs nationaux et sur leurs limites il est également interdit :

- 1 - de camper ailleurs que dans les campements, villages désignés et aux endroits réservés à cet effet ;
- 2 - d'allumer des feux en dehors des endroits désignés ;
- 3 - d'abandonner un feu sans l'avoir éteint ou de jeter un objet en combustion.
- 4 - de s'écarter des pistes et routes ouvertes au public a fortiori de circuler sur les pistes et routes non ouvertes au public ;

- 5 - de circuler en voiture automobile hors des pistes et routes ou sur les pistes non ouvertes à ces engins ;
- 6 - de circuler la nuit par quelque moyen que ce soit, sauf sur les routes d'intérêt commun traversant ou longeant les parcs nationaux ;

ARTICLE 9 - Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies d'une amende allant de 200 à 24.000 frs et pourront l'être, en outre, de l'emprisonnement pendant quinze jours au plus.

ARTICLE 10 - Est abrogé l'arrêté général n° 9109/SE.EF du 12 décembre 1953 réglementant l'accès aux réserves de faune et la circulation à l'intérieur de celles-ci.

ARTICLE 11 - Les Gouverneurs, Chefs de Territoires sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Pour le Haut Commissaire
et par délégation
Le Gouverneur Secrétaire Général
Signé : TORRE

Pour copie conforme
Niamey, le 27 Août 1956
LE CHEF DU SERVICE FORESTIER

REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTERE DE L'ECONOMIE RURALE

DECRET N° 62.189/MER

du 8 AOUT 1962

portant constitution d'une
réserve partielle dans la
zone adjacente à la limite
Nord-Est du Parc National du W.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution de la République du Niger du 8 novembre 1960, notamment l'article 22 ;

VU la Loi n°26-28 fixant le régime de la chasse au Niger ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie Rurale ;

Le Conseil des Ministres entendu,

D E C R E T E

ARTICLE PREMIER - Est constituée en réserve partielle, la zone adjacente à la limite Nord-Est du Parc National du W et délimitée comme suit :

- Au Sud et à l'Ouest : le fleuve Niger.
- Au Nord : La piste de Kirtachi à Hilikoye Kouara jusqu'à son confluent avec la route de Dosso à Gaya, situé à 20 kms environ au Sud de Dosso.
- A l'Est : La route de Dosso à Gaya.

ARTICLE 2 - La chasse des animaux et oiseaux protégés ainsi que la chasse des gazelles et antilopes, protégées ou non, est interdite par quelque moyen que ce soit, à l'intérieur des limites de la réserve partielle définie à l'article I.

ARTICLE 3 - Les titulaires de permis de chasse, ainsi que les habitants de la région bénéficiant d'un droit d'usage, peuvent (compte tenu des interdictions et limitations prévues par la loi de chasse n° 62-28 et des dispositions de l'article 4 du présent décret) chasser les oiseaux et animaux non protégés.

ARTICLE 4 - Les antilopes et les gazelles de toutes espèces sont intégralement protégées à l'intérieur des limites de la réserve partielle telles qu'elles sont définies à l'article I ci-dessus.

ARTICLE 5 - En cas de dommages importants causés aux personnes, au cheptel et aux cultures, par des animaux protégés, le Ministre de l'Economie Rurale pourra, après avis du Service des Eaux et Forêts, délivrer des autorisations de destruction temporaires et limitées à une région précisée.

ARTICLE 6 - Le Ministre de l'Economie Rurale, le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République du Niger.

FAIT A NIAMEY, le 8 AOUT 1962

Pour ampliation
Le Secrétaire Général
du Gouvernement,

L. LOUBET.

Signé : DIORI HAMANI